

# SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

N°4431 Mercredi 01 Juillet 2026 - Prix: 20 DA - www.seybouseimes.dz

## Marseille :

Les membres de la communauté affluent vers les bureaux de vote, attachement à la mère patrie

P.02

**“PV Minute” débarque à Alger :**  
Une nouveauté qui change la donne pour les automobilistes



P.03

**Saison estivale sans pénurie d'eau :**  
Un approvisionnement stable pour la saison estivale

P.04



## TARIKI :



4 000 DA d'amende si votre véhicule ne contient pas les équipements indispensables dans l'habitacle

P.03

## Solidarité :



Annnonce des résultats du programme “Famille productive” pour 2026

P.04

## Rentrée scolaire :

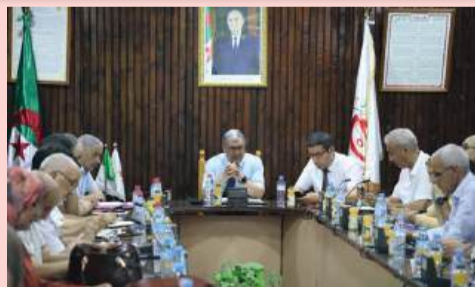


Le chef daïra d'Annaba intensifie le suivi des projets éducatifs à Sidi Aïssa

P.07

## Annaba :

L'Université Badji Mokhtar renforce sa gouvernance académique lors de la réunion de son Conseil scientifique



P.06

## Affluence aux bureaux de vote, attachement à la patrie

**MARSEILLE** – Les bureaux de vote ouverts au niveau du Consulat général d'Algérie à Marseille ont enregistré, mardi, une affluence croissante des membres de la communauté nationale établie dans cette ville française, venus accomplir leur devoir électoral dans le cadre des élections législatives du 2 juillet.

Cette mobilisation de témoignage de l'attachement de la communauté à la mère patrie et de sa volonté de participer aux échéances nationales.

Interrogés après le vote, plusieurs ressortissants ont salué la bonne organisation du scrutin et les facilités offertes par le Consulat général d'Algérie à Marseille.

Azzedine Ainouche a souligné l'importance de cette échéance et la nécessité d'élire des représentants compétents pour défendre les intérêts de la communauté à l'étranger, tout en renforçant les liens avec le pays.

De son côté, Khadidja a exprimé, avec émotion, son attachement à l'Algérie, appelant à une forte participation pour démontrer l'unité de la communauté.

Benyahia Tagui a mis en avant sa fierté d'appartenance, saluant les progrès du pays tout en appelant à plus d'efforts, notamment pour réduire les coûts de transport afin de maintenir le lien avec les jeunes générations.

D'autres intervenants ont insisté sur l'importance de rapprocher les enfants de leurs racines et de renforcer leur identité nationale.

Enfin, les représentants des partis politiques ont salué le bon déroulement du vote et les moyens mobilisés pour assurer son succès.



# Étudiants étrangers en France : Nouvelles règles financières pour le titre de séjour dès le 1er août

**Dès le 1er août 2026, les étudiants étrangers devront justifier de près de 880 euros de ressources mensuelles pour étudier en France, contre 615 euros jusqu'à présent.**

Étudier en France va coûter plus cher. Dès le 1er août 2026, les étudiants internationaux devront justifier de garanties financières revues à la hausse, le seuil minimum de ressources pour obtenir un titre de séjour étant désormais di-

rectement indexé sur le SMIC.

Le changement a été annoncé dans le décret n°2026-526 publié au Journal officiel en date du 22 juin 2026. Il fixe désormais le niveau de ressources à 47% du SMIC brut mensuel.

Concrètement, la facture s'alourdit : avec un SMIC brut

à 1867,02 euros, les étudiants devront désormais prouver qu'ils disposent d'environ 877,50 euros par mois, contre 615 euros jusqu'ici.

Les étudiants internationaux devront justifier de près de 880 euros par mois.

Pour rappel, le seuil de 615 euros servait de référence pour de nombreux dossiers de visa de long séjour pour études en France. Les autorités françaises jugent ce montant, inchangé depuis près de vingt ans, trop bas par rapport au coût réel de la vie dans le pays.

C'est désormais une condition sine qua non : les candidats à l'expatriation étudiante devront prouver leur solidité financière pour toute la durée de leur séjour. Heureusement, la palette de justificatifs reste large, allant de la traditionnelle attestation bancaire aux bourses, en passant par les revenus réguliers, la prise en charge familiale ou le recours à un garant.

Ce durcissement risque de peser sur les dossiers de visa étudiant. En effet, cette hausse s'ajoute également à une autre mesure restrictive annoncée récemment. Il s'agit de la fin des aides personnalisées au Logement (APL) pour les étudiants non européens et non boursiers. Il faut aussi compter les frais d'inscription, les transports, les frais d'installation...

Une mesure liée à la hausse du coût de la vie en France

Durant l'année 2024-2025, la France comptait pas moins de 443 500 étudiants internationaux, représentant près de 15 % de la population universitaire globale. Un rayonnement mondial particulièrement porté par cinq pays : le Maroc, l'Algérie, la Chine, l'Italie et le Sénégal.

Cette forte attractivité se double désormais d'un sérieux filtre financier. Pour éviter la douche froide, les candidats doivent anticiper leur budget au plus tôt, traquer la moindre pièce manquante et scruter les exigences spécifiques de Campus France, des préfetures et des consulats.

Attention particulière pour les étudiants algériens : soumis à l'accord bilatéral franco-algérien, votre régime reste spécifique. Une double prudence s'impose : la règle d'or est de calquer scrupuleusement votre dossier sur les toutes dernières consignes de votre consulat avant toute démarche.

## Refus du mariage d'un Algérien en France : La justice condamne la mairie de Chessy

**La justice française a condamné la commune de Chessy à verser 6 000 euros à un ressortissant algérien et à son épouse après le refus jugé illégal de célébrer leur mariage, malgré une OQTF devenue caduque.**

Les faits remontent à 2025, lorsque l'ancien maire, Olivier Bourjot, avait bloqué l'union, suspectant un mariage de régularisation. Pourtant, la justice et le parquet de Meaux avaient donné leur accord, rappelant que la situation irrégulière ne constitue

pas un motif d'interdiction. Malgré plusieurs décisions judiciaires en faveur du couple, l'élu avait maintenu son refus, allant jusqu'à démissionner avec ses adjoints pour éviter de célébrer le mariage, une démarche rejetée par la préfecture. Après plusieurs mois de procédure, le couple a finale-

ment pu se marier le 11 avril 2026. Le nouveau maire, Cyril Marsaud, a appliqué la loi tout en affirmant douter de la sincérité de cette union. Cette affaire intervient dans un contexte de débat législatif sur le mariage des personnes sous obligation de quitter le territoire français.

## « PV MINUTE » DÉBARQUE À ALGER:

# Une nouveauté qui change la donne pour les automobilistes

Un accrochage en pleine circulation, un constat à remplir, puis l'attente. Pour la plupart des automobilistes algériens, ce scénario rime encore avec des semaines de patience avant de voir arriver une indemnisation. La Caisse Régionale de Mutualité Agricole (CRMA) d'Alger vient de bousculer cette routine.

Depuis lundi, l'organisme verse à certains de ses assurés une indemnisation automobile le jour même de la déclaration du sinistre. La procédure porte un nom qui résume tout son intérêt : « PV Minute ».

### Une indemnisation immédiate désormais disponible dans toutes les agences du CRMA Alger

La nouvelle prestation s'adresse aux assurés de la CRMA dont le véhicule a subi un sinistre automobile. Concrètement, dès lors que le dossier réunit les conditions requises, la caisse procède au règlement de l'indemnisation sans attendre les

délais habituels de traitement.

Cette rapidité repose sur une réorganisation interne assumée par l'organisme. Selon un communiqué de la Caisse Nationale de Mutualité Agricole (CNMA), dont dépend la CRMA d'Alger, l'agence a mobilisé les moyens organisationnels et techniques nécessaires afin de réduire considérablement les délais de traitement et d'assurer une indemnisation immédiate lorsque les conditions du dossier sont réunies.

La procédure « PV Minute » est aujourd'hui opérationnelle dans l'ensemble des agences du Grand Alger de la Caisse. Les assurés concernés n'ont donc plus besoin de se déplacer vers une structure unique, le dispositif couvre l'intégralité du réseau algérois.

Un dispositif testé d'abord à Oran, avant une généralisation programmée à tout le pays

« PV Minute » n'est pas née à Alger. La CRMA d'Oran a été la première à expérimenter cette procédure



d'indemnisation accélérée, avant son extension à la capitale. Fort de ce premier retour d'expérience, la CNMA annonce vouloir étendre progressivement le dispositif à l'ensemble de ses caisses régionales, ainsi qu'à son réseau de bureaux locaux répartis à travers le territoire national.

Cette généralisation annoncée laisse entrevoir, à terme, un changement de pratique pour l'ensemble des assurés automobiles de la CNMA, et non plus seulement pour ceux d'Alger et d'Oran.

Une étape dans le programme de modernisation engagé par la

CNMA

Le lancement de cette procédure ne constitue pas une initiative isolée. La CNMA la rattache à un vaste programme de modernisation engagé par la caisse, marqué notamment par la digitalisation progressive de ses services, l'amélioration continue de ses outils de gestion des dossiers et le développement de prestations à forte valeur ajoutée.

Plusieurs axes structurent cette transformation, d'après les éléments communiqués par la caisse :

- La digitalisation progressive des services proposés aux assurés ;
- L'amélioration continue des outils de gestion des dossiers de sinistres ;
- Le développement de prestations à forte valeur ajoutée, dont « PV Minute » constitue un exemple concret.

La CNMA rappelle également sa participation à la campagne nationale de prévention des accidents de la circulation, qui se déroule du 20 juin au 31 août. Le calendrier de lancement

de la procédure d'indemnisation immédiate coïncide ainsi avec cette période de sensibilisation routière, marquée chaque année par une hausse de la circulation et des sinistres automobiles.

Une branche automobile en hausse pour la CNMA en 2025

Les chiffres communiqués par la caisse situent ce lancement dans un contexte de croissance pour son activité automobile. En 2025, la branche automobile de la CNMA a progressé de 11 %. Sur la même période, les indemnisations versées au titre de cette branche ont atteint 6,7 milliards de dinars algériens.

Ces données illustrent le poids croissant de l'assurance automobile dans l'activité globale de la caisse, et donnent un relief particulier au déploiement de procédures destinées à accélérer le traitement des dossiers

## TARIKI RAPPELLE:

# 4 000 DA d'amende si votre véhicule ne contient pas les équipements indispensables dans l'habitacle

Sur la route, un simple oubli peut vite coûter cher, tant pour le portefeuille que pour la sécurité. La Gendarmerie Nationale vient de procéder à une piqûre de rappel salutaire via sa page d'information officielle « Tariki ».

L'objectif est de secouer les habitudes des automobilistes et remettre les règles de sécurité de base au centre des priorités avant de prendre le volant.

Que l'on circule à bord d'une petite citadine ou aux commandes d'un poids lourd, la loi impose de détenir

en permanence trois équipements indispensables dans l'habitacle. Le premier est un extincteur d'incendie, qui doit impérativement être valide et fonctionnel.

Le deuxième est le triangle de présignalisation, crucial pour signaler sa position en cas de panne. Enfin, le conducteur doit obligatoirement disposer d'un gilet de sécurité rétroréfléchissant pour rester visible s'il doit descendre sur le bas-côté.

TARIKI précise : Une facture de 4 000 DA pour les têtes en l'air

Il faut bien l'avouer : dans la réalité de tous les jours, beaucoup de conducteurs algériens roulent sans trop y penser. Certains oublient de vérifier leur matériel, tandis que d'autres ne savent même pas que c'est obligatoire. Le code de la route est pourtant catégorique à ce sujet. Rouler sans ces accessoires n'est pas un simple détail aux yeux des forces de l'ordre, mais bel et bien une infraction caractérisée. En effet, le défaut de ces équipements est classé comme une contravention de deuxième degré.

En application stricte de l'article 121 (alinéa B-7) de la loi fixant les règles de la circulation routière, tout conducteur pris en défaut lors d'un contrôle s'expose directement à une amende forfaitaire de 4 000 dinars algériens (DA).

Au-delà de l'amende, le réflexe qui sauve

Mais au-delà de la sanction financière, c'est avant tout une question de bon sens et de civisme que la Gendarmerie Nationale cherche à inculquer.

Dans son message, l'institution

interpelle directement la conscience des usagers en rappelant qu'un extincteur à portée de main peut stopper un début d'incendie en quelques secondes.

Ce geste réflexe permet non seulement de préserver son propre véhicule ou celui d'un autre citoyen, mais il s'avère surtout déterminant pour sauver des vies humaines lorsque le pire est sur le point d'arriver.

## ZETCHI, CHARAF-EDDINE, ZEFIZEF:

# Nouveau report du procès FAF, des scènes émouvantes au tribunal

Le pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed, a ajourné ce mardi le procès des trois anciens présidents de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheireddine Zetchi, Charaf-Eddine Amara et Djahid Zefizef. La prochaine audience est fixée au 21 juillet 2026. En cause : l'absence de notification officielle de six membres de l'ancien bureau fédéral résidant en dehors de la capitale, parmi lesquels figurent Bahloul, Maamar et Kaddah, tous placés sous contrôle judiciaire, a-t-on appris du média El-Khabar.

L'absence de la partie civile a également été relevée. Ni le ministère de la Jeunesse et des Sports, ni la Fédération algérienne de football elle-même n'étaient représentés à l'audience. Ces deux manquements cumulés ont conduit le juge à prononcer le renvoi, dans l'attente de l'accomplissement complet des formalités légales de convocation.



Le procès est reporté au 21 juillet prochain, ajoute la même source.

### Des familles en larmes, des visages transformés par la détention

Selon le média El-Khabar, l'audience de ce mardi a offert des images saisissantes. Plusieurs proches des accusés, présents dans la salle, n'ont pas retenu leurs larmes à l'annonce du report. Charaf-Eddine Amara, visiblement amaigri, a embrassé la main de son épouse avant d'être reconduit vers le fourgon pénitentiaire. Zetchi, lui aussi marqué physiquement par des mois

de détention, semblait avoir perdu du poids, dans une moindre mesure.

Ces scènes rappellent que derrière les dossiers judiciaires, des hommes attendent un jugement. Zetchi cumule désormais plus de dix-neuf mois de détention provisoire dans cette affaire. La justice a besoin de temps pour instruire un dossier impliquant plus d'une quinzaine de prévenus, dont plusieurs anciens membres du bureau fédéral déjà condamnés dans d'autres procédures.

### Des parcours judiciaires distincts pour les trois ex-présidents

Pour rappel, Kheireddine Zetchi est le premier à avoir été incarcéré dans cette affaire, placé en détention provisoire à la prison de Koléa en novembre 2024. Les investigations portent notamment sur des contrats suspects conclus lors de l'organisation du CHAN-2023 et de la CAN U17, ainsi que sur des marchés jugés non conformes à la législation en vigueur.

Charaf-Eddine Amara, lui, avait d'abord bénéficié d'un contrôle judiciaire dans le dossier FAF avant d'être incarcéré le 21 décembre 2025, dans une affaire distincte liée à sa gestion du groupe public Madar. Une seconde mise en détention est intervenue en janvier 2026, cette fois dans le cadre des irrégularités financières liées à l'organisation du CHAN-2023. Quant à Djahid Zefizef, il a été placé en détention provisoire le 28 avril 2026 dans une affaire impliquant le groupe public AGROLOG, après avoir été maintenu sous contrôle judiciaire depuis novembre 2023 dans le dossier FAF.

### Les chefs d'accusation au cœur du dossier FAF

Sur le fond, les poursuites engagées contre les anciens dirigeants de l'instance fédérale s'articulent autour de plusieurs infractions graves. La passation de marchés en violation des procédures légales,

l'octroi d'avantages indus à des tiers, le détournement de fonds publics et l'abus de fonction constituent les principaux griefs retenus par le parquet. Le dossier mentionne aussi des primes versées en devises, des factures d'hébergement gonflées et un contrat conclu avec une agence de voyages tunisienne sans mise en concurrence préalable.

La responsabilité de chacun est appréciée différemment. Zetchi est directement mis en cause pour avoir signé plusieurs contrats litigieux. Amara et Zefizef, ses successeurs à la tête de la FAF, sont quant à eux poursuivis pour ne pas avoir résilié ces accords ni signalé les irrégularités, alors que ceux-ci continuaient de produire leurs effets. Les chefs d'inculpation s'appuient sur la loi 01-06 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption, qui prévoit notamment des sanctions pour blanchiment d'argent et complicité.

## SOLIDARITÉ : Annonce des résultats de la 1<sup>e</sup> session du programme "Famille productive" pour 2026

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a annoncé, lundi dans un communiqué, les résultats de la première session du programme d'appui à la "Famille productive" pour l'année 2026.

Ce programme s'inscrit dans le cadre de la concrétisation des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à "renforcer l'aide et l'insertion sociale des familles".

L'examen des dossiers a donné lieu à "la validation de 987 dossiers remplissant les conditions requises, les femmes chefs de ménage (femmes rurales et au foyer) arrivant en tête de liste des bénéficiaires avec 886 femmes bénéficiaires, soit 89,76% du total, contre 101 pour les chefs de famille, soit 10,74% de l'ensemble



des bénéficiaires", précise le communiqué.

Selon la même source, "les projets subventionnés se caractérisent par la diversité de leurs secteurs vitaux. Ainsi,

le domaine de la couture, de la broderie, du filage de la laine et du tissage a bénéficié de l'appui de 613 projets, suivi de l'art culinaire, de la viennoiserie et des pâtes alimentaires avec 294

projets. Les projets restants se répartissent entre les activités agricoles et la valorisation de leurs produits (60 projets), l'artisanat (15 projets), outre 5 projets dédiés à la bijouterie et

aux arts de la décoration".

A ce propos, le ministère a réaffirmé son attachement à "assurer le succès des différents programmes et mesures de nature à renforcer la politique sociale et à faire passer l'aide directe à une logique de production et d'autonomisation économique durable, à travers la création de revenus stables pour les familles et l'implication de leurs membres en tant qu'acteurs réels de la dynamique de développement économique".

Par ailleurs, le ministère a annoncé "le lancement, début juillet prochain, de la deuxième session du programme, au titre du second semestre de 2026, afin de permettre aux familles de s'inscrire et de bénéficier de l'aide nécessaire au lancement de leurs projets productifs", conclut le communiqué.

Ministère Solidarité Nationale

## SAISON ESTIVALE SANS PÉNURIE D'EAU : Un approvisionnement stable pour la saison estivale

Le ministre de l'Hydraulique, Lounas Bouzegza, a souligné que le secteur de l'eau revêt une importance capitale et a connu un développement remarquable ces dernières années, étant directement lié à la dynamique de développement économique et social de l'Algérie. S'exprimant sur les ondes de la Chaîne 1 de la Radio nationale, le ministre a réaffirmé que la sécurité hydrique figurait parmi les priorités absolues de l'État.

Un réseau de 82 barrages et une forte percée du dessalement Pour faire face aux défis climatiques, le ministre a rappelé la nécessité de mobiliser toutes les ressources disponibles à travers le dessalement de l'eau de mer, l'épuration des eaux usées et la construction de barrages.

L'Algérie compte actuellement 82 barrages opérationnels à l'échelle nationale, renforcés par 5 nouveaux ouvrages en cours de réalisation, portant la capacité globale de stockage à plus de 8 milliards de mètres cubes, pour des réserves actuelles de 4,5 milliards de mètres cubes.

Lounas Bouzegza a également révélé que 40 % de l'eau consommée aujourd'hui en Algérie provient du



dessalement, illustrant les progrès accomplis dans la diversification des sources d'approvisionnement.

Un approvisionnement stable pour la saison estivale

Le ministre a rassuré sur le fait que l'Algérie connaît une stabilité et un confort en matière de sécurité hydrique, atteignant ses objectifs stratégiques grâce aux grands programmes d'investissement publics.

Face à la hausse de la demande

durant la saison estivale, le secteur a pris plusieurs dispositions en coordination avec le ministère de l'Intérieur via les walis afin de garantir un approvisionnement régulier et de réduire les coupures.

Ces mesures incluent l'augmentation des quotas d'eau issus des barrages, l'exploitation des stations de dessalement qui alimentent déjà 16 wilayas côtières, en attendant l'extension prochaine des réseaux d'interconnexion

vers d'autres wilayas, ainsi que la mise en service de 91 nouveaux forages sur un programme global de plus de 400 puits en cours de réalisation.

L'Algérie pionnière régionale dans le dessalement de l'eau de mer

Qualifiant l'Algérie de leader dans le domaine du dessalement de l'eau de mer, le premier responsable du secteur a affirmé que ces infrastructures constituaient un

choix hautement stratégique.

Le parc national compte désormais 19 stations majeures de dessalement, affichant une capacité de production de 3,8 millions de mètres cubes par jour, complétées par 12 autres petites stations d'une capacité totale de 300 000 mètres cubes quotidiens. Le défi futur pour le secteur réside désormais dans l'acheminement continu de cette eau dessalée vers l'ensemble des régions du Nord et des Hauts-Plateaux.

**ÉNERGIE:****Le géant scandinave Equinor mise gros sur l'Algérie**

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a reçu ce lundi au siège de son ministère le vice-ministre de l'Énergie du Royaume de Norvège, Snorre Erichsen Skjevraak.

Ce dernier était accompagné d'une délégation de haut niveau comprenant l'ambassadeur de Norvège en Algérie ainsi que plusieurs dirigeants du groupe pétrolier Equinor.

L'audience s'est déroulée en présence du président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), Samir Bekhti, du président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Amine Remini, ainsi que de cadres du ministère.

Selon un communiqué du ministère des Hydrocarbures publié sur sa page Facebook, « cette rencontre s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations de coopération et de partenariat entre l'Algérie et le Royaume de Norvège dans le domaine des hydrocarbures ».

Les discussions ont été l'occasion d'évaluer l'état actuel de la coopération entre les groupes Sonatrach et Equinor, et d'examiner les perspectives de son développement dans les activités de recherche, d'exploration, de développement et de production d'hydrocarbures.

**Sonatrach et Equinor : Vers une extension des investissements dans le gaz et le pétrole**

Au cours des entretiens, les deux parties se sont félicitées de la qualité du partenariat existant entre Sonatrach et Equinor, notamment à travers les projets d'In Salah et d'In Amenas, qui illustrent le succès de la coopération algéro-norvégienne dans le secteur énergétique, ajoute le communiqué.

Les discussions ont également porté sur les nouvelles opportunités d'investissement, l'extension des activités d'exploration et le développement de gisements pétroliers et gaziers.

Les deux délégations ont par ailleurs



étudié les possibilités de coopération dans les domaines du gaz naturel, du gaz naturel liquéfié (GNL) et de la pétrochimie.

Le volet de la transition énergétique et de la protection de l'environnement a également figuré au centre des échanges. Les deux pays ont abordé les projets de réduction des émissions de méthane et de dioxyde de carbone, ainsi que les technologies de captage et de stockage du carbone (CSC).

**Transition énergétique et**

**décarbonation : L'Algérie s'appuie sur l'expertise de la Norvège**

L'Algérie entend ainsi tirer profit de l'expertise norvégienne en matière de décarbonation et de solutions technologiques à faibles émissions pour soutenir les efforts des deux nations en faveur du développement durable.

Lors de cette rencontre, M. Arkab a réitéré l'engagement de l'Algérie à améliorer le climat des affaires et à réunir les conditions propices pour attirer des investissements de qualité.

Il a mis en avant les avantages offerts par la loi sur les hydrocarbures et le cadre réglementaire en vigueur, soulignant la transparence, la stabilité et les incitations accordées aux partenaires et investisseurs, ainsi que les opportunités existantes dans la recherche, le développement, la formation et le transfert de technologie.

De son côté, M. Skjevraak a exprimé sa satisfaction quant au niveau de coopération avec l'Algérie, réaffirmant la volonté de son pays et du groupe Equinor d'élargir leur partenariat et leurs investissements, en particulier dans le développement des ressources énergétiques, la réduction des émissions et l'échange d'expertises et de technologies modernes.

Le responsable norvégien a conclu en saluant le statut de l'Algérie en tant que « partenaire fiable et acteur clé sur le marché énergétique régional et international ».

**EXPORTATIONS RECORDS:****Le coup de maître de l'Algérie sur le marché mondial du gaz**

La production de gaz naturel de l'Algérie a enregistré un bond qualitatif au cours du mois d'avril 2026, s'élevant de 7,1 % pour atteindre 8,447 milliards de mètres cubes, soit une hausse de plus de 560 millions de mètres cubes par rapport au même mois de l'année précédente.

Cette croissance a été tirée par une nette augmentation des exportations qui ont atteint 3,937 milliards de mètres cubes, portées essentiellement par la hausse des flux de gaz acheminés vers les marchés internationaux via les gazoducs.

**Records de production et augmentation de la consommation locale**

Selon les données récentes publiées par l'Unité de recherche sur l'énergie Attaqa, la production quotidienne moyenne de l'Algérie est passée à

environ 9,9 milliards de pieds cubes par jour, contre 9,3 milliards un an plus tôt. Cette hausse de l'offre s'est accompagnée d'une croissance de la consommation locale de 11,2 %, atteignant 4,242 milliards de mètres cubes. Le secteur de la production d'électricité a absorbé à lui seul 1,68 milliard de mètres cubes, l'Algérie s'appuyant à près de 99 % sur le gaz pour couvrir son mix de génération électrique.

Sur une base cumulative, la production algérienne au cours des quatre premiers mois de l'année 2026 a grimpé à 37,499 milliards de mètres cubes, affichant une croissance de 5 % par rapport à la même période de l'année dernière. Cette production s'est répartie entre 10,437 milliards de mètres cubes en janvier, 8,946 milliards en février, 9,669 milliards en mars, pour se



stabiliser aux niveaux enregistrés en avril.

**Augmentation des exportations et reprise du GNL**

Sur le plan commercial, les exportations globales de gaz ont progressé de 3,6 % durant le mois d'avril dernier. Le gaz acheminé par gazoduc s'est taillé la part du lion avec 3,074 milliards de mètres cubes, contre 2,779 milliards un an

plus tôt.

Parallèlement, les exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) ont connu un repli temporaire en avril pour s'établir à 864 millions de mètres cubes, avant de rebondir vigoureusement au cours du mois de mai 2026, atteignant leur plus haut niveau en sept mois avec 1,03 million de tonnes (soit l'équivalent de 1,4 milliard de mètres cubes).

**Stratégie de développement des gisements**

Ces indicateurs positifs reflètent l'efficacité de la stratégie menée par l'Algérie pour accroître ses capacités de production et consolider sa position de fournisseur fiable sur la scène énergétique mondiale.

Le pays attend désormais les résultats du deuxième cycle d'octroi de licences d'exploration d'hydrocarbures, qui couvre sept nouvelles régions, après le succès de l'attribution de cinq blocs d'exploration à des compagnies internationales l'année dernière. Ces projets ambitieux visent à développer d'importantes ressources énergétiques estimées à environ 700 milliards de mètres cubes de gaz et 560 millions de barils de pétrole.

**Sonatrach et l'iranienne IPF explorent de nouveaux projets dans la pétrochimie**

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a reçu ce dimanche 28 juin 2026 au siège de son ministère, Faramarz Ekhteraei, président de la compagnie iranienne Industrial Pioneers Farayand Co (IPF), qui était accompagné du directeur exécutif de l'entreprise.

Cette audience s'est déroulée en présence du président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Amin Remini, ainsi que de plusieurs cadres du secteur.

**Pétrochimie et raffinage : Vers un partenariat stratégique avec Sonatrach**

Cette rencontre a constitué une opportunité majeure pour examiner les perspectives de coopération et d'investissement entre le groupe Sonatrach et la compagnie IPF dans les domaines de l'industrie pétrolière et gazière, ainsi que du génie



industriel.

Les discussions ont porté sur la réalisation de projets énergétiques d'envergure, notamment dans les activités de raffinage et de pétrochimie. Les deux parties ont mis l'accent sur la production de matières pétrochimiques à forte valeur ajoutée, à l'image du polypropylène et de ses dérivés, tout en se penchant sur le développement des installations de traitement,

l'optimisation des performances industrielles et l'augmentation des capacités de production et de transformation.

Ingénierie, équipements de pointe et traitement des eaux industrielles Les discussions ont également englobé les opportunités de partenariat dans la conception et la réalisation d'unités industrielles spécialisées, ainsi que le développement d'équipements et de matériels dédiés à l'industrie des hydrocarbures.

Le traitement des eaux industrielles et l'intégration de solutions technologiques modernes dans les différentes étapes de production ont aussi été au cœur des débats. Ces innovations visent à renforcer l'efficacité opérationnelle et à générer une plus grande valeur ajoutée pour l'économie nationale algérienne.

Technologie et ambition de IPF sur le marché algérien

À cette occasion, le ministre d'État a souligné l'importance d'élargir la coopération avec IPF, mettant en avant l'expertise technique et les capacités d'ingénierie de la compagnie dans la concrétisation de projets énergétiques complexes. Mohamed Arkab a appelé l'entreprise à intensifier ses contacts avec Sonatrach et les filiales nationales pour étudier les opportunités d'investissement disponibles.

Le ministre a particulièrement insisté sur l'importance cruciale du transfert de technologie, de la promotion de la fabrication locale et du développement des compétences algériennes, conformément à la stratégie du secteur visant à maximiser le contenu local et à densifier le tissu industriel national. IPF affiche ses ambitions pour le

marché algérien

De son côté, Faramarz Ekhteraei a exprimé le vif intérêt d'IPF pour renforcer sa présence sur le marché algérien et bâtir des partenariats à long terme avec Sonatrach.

Il a affirmé la pleine disponibilité de sa compagnie à mettre son savoir-faire en ingénierie, design industriel et réalisation de projets EPC (Ingénierie, Approvisionnement et Construction) au service des programmes de développement du secteur des hydrocarbures en Algérie.

La délégation d'IPF a conclu en présentant ses capacités techniques dans le domaine des unités de traitement et de transformation, réitérant sa volonté d'explorer de nouveaux horizons de coopération basés sur le bénéfice mutuel et le partage des connaissances.

## ANNABA

# L'Université Badji Mokhtar renforce sa gouvernance académique lors de la réunion de son

Bicha B.N

Le Conseil scientifique de l'Université Badji Mokhtar d'Annaba a tenu, mardi 30 juin 2026, sa session ordinaire, sous la présidence du président du Conseil scientifique, en présence du recteur de l'université et de l'ensemble des membres de cette instance consultative.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la politique de gouvernance universitaire visant à consolider la concertation dans la gestion des questions pédagogiques, scientifiques et organisationnelles. À cette



occasion, plusieurs dossiers stratégiques ont été examinés afin d'évaluer les activités de l'établissement et de définir les orientations à venir.

Les travaux ont porté sur le

bilan de la formation supérieure aux premier et deuxième cycles, de la formation continue, des certifications ainsi que de la formation de graduation.

Les membres du Conseil ont

également passé en revue les activités relatives au troisième cycle, à l'habilitation universitaire, à la recherche scientifique et à la formation post-graduée.

Le Conseil scientifique s'est par ailleurs penché sur les actions menées en matière de relations extérieures et sur l'organisation des manifestations scientifiques, tout en évaluant les programmes de mobilité de courte durée et de perfectionnement à l'étranger destinés aux enseignants et chercheurs.

Au cours de cette session, les membres du Conseil ont également étudié et approuvé le

modèle national de la politique de propriété intellectuelle applicable aux établissements d'enseignement supérieur, après son adaptation aux spécificités de l'Université Badji Mokhtar d'Annaba.

La réunion s'est achevée par l'examen de plusieurs questions inscrites au chapitre des affaires diverses. À travers cette démarche, l'université poursuit ses efforts pour améliorer la qualité de ses formations, promouvoir la recherche scientifique, encourager l'innovation et renforcer son rayonnement aux niveaux national et international.

## « Des jeunes conscients... un avenir sans drogue » : Annaba lance sa campagne estivale

Bicha B.N

Dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du ministère de la Jeunesse relatives à la célébration de la Journée internationale contre l'abus et le trafic de drogues, la wilaya d'Annaba a donné le coup d'envoi d'une vaste campagne de sensibilisation placée sous le slogan : « Des jeunes conscients... un avenir sans drogue ».

La cérémonie de lancement a été présidée par le directeur de la Jeunesse et des Sports de la wilaya d'Annaba, Rachid Sahli, en présence des cadres du secteur, des représentants de l'Office des

établissements de jeunesse, des associations partenaires ainsi que de plusieurs acteurs engagés dans la prévention contre les addictions.

Cette initiative vise à renforcer la sensibilisation des citoyens, notamment des jeunes, aux dangers liés à la consommation de drogues et de substances psychotropes, tout en promouvant une culture de prévention et des comportements responsables.

Le programme se poursuivra durant toute la saison estivale à travers une série d'activités organisées dans les établissements de jeunesse,

les colonies de vacances et les espaces publics. Des ateliers de formation, des conférences, des rencontres de sensibilisation, des concours, des expositions, des caravanes de proximité ainsi que des activités culturelles, sportives, artistiques et récréatives seront proposés afin de toucher le plus grand nombre de jeunes.

À travers cette campagne, les responsables du secteur entendent faire de la prévention un levier essentiel dans la lutte contre les drogues, tout en encourageant les jeunes à s'investir dans des activités éducatives, citoyennes et porteuses de valeurs positives.



## ANNABA

# Acquisition de 12 lits médicaux de dernière génération au profit du service d'anesthésie-réanimation du CHU

S.F

La Direction générale du Centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Annaba a procédé à l'acquisition de 12 lits médicaux modernes destinés au service d'anesthésie-réanimation, dans le cadre du renforcement des équipements sanitaires et de la modernisation des infrastructures médicales de l'établissement.

Dotés des technologies médicales les plus récentes, ces équipements permettront d'améliorer les conditions de prise en charge des patients et de renforcer les capacités opérationnelles du service concerné.

Ces lits médicaux se distinguent notamment par plusieurs fonctionnalités avancées, parmi lesquelles un système de réglage électrique multiposition, un dispositif de contrôle de la hauteur du lit

ainsi que des positions du dos et des membres, un pèse-personne électronique intégré et un système de réanimation cardio-pulmonaire (RCP) manuel et électrique.

Ils sont également équipés d'une batterie de secours garantissant la continuité de fonctionnement, d'un système de freinage centralisé assurant un niveau élevé de sécurité, ainsi que de barrières latérales sécurisées intégrant des commandes de contrôle. Leur capacité d'accueil peut atteindre jusqu'à 250 kilogrammes.

Cette acquisition s'inscrit dans le cadre de la poursuite des efforts engagés par la Direction générale du CHU d'Annaba en vue de moderniser les équipements médicaux, de renforcer les capacités des services hospitaliers et d'améliorer la qualité des prestations de santé, conformément aux standards médicaux les plus récents.



## ANNABA / EL HADJAR :

## Installation de la commission de suivi du projet de dédoublement de la route de wilaya n°129 à Sidi Amar

Imen Boulmaiz

Dans le cadre du suivi permanent des grands projets de développement et des infrastructures de base à l'échelle de la daïra d'El Hadjar, et en application des instructions du wali de la wilaya d'Annaba, le chef de la daïra d'El Hadjar a présidé hier, une réunion de coordination consacrée à l'installation officielle de la commission de daïra chargée du suivi du projet de réalisation du dédoublement de la route de wilaya n°129, sur un linéaire de 9 kilomètres reliant La Gantara à Sidi Amar. Cette rencontre a réuni l'ensemble des acteurs concernés par ce projet structurant, notamment le commandant de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale d'El Hadjar, le président de l'Assemblée populaire communale de Sidi Amar, le directeur des Travaux publics de la wilaya d'Annaba, le délégué du secteur urbain de Draa Regam, les représentants du bureau d'études, l'expert foncier chargé du dossier, les



représentants de l'entreprise de réalisation, ainsi que les citoyens, agriculteurs et propriétaires des terrains concernés par le tracé du projet. Lors de cette réunion, les participants ont mis en avant l'importance stratégique de cette opération, considérée comme un véritable levier de développement pour la commune de Sidi Amar. Le dédoublement de la route de wilaya n°129 contribuera en premier lieu à réduire considérablement la congestion

routière observée sur cet axe, particulièrement sollicitée en raison de la forte expansion urbaine que connaît la commune. Le projet permettra également d'améliorer la mobilité des personnes et des marchandises grâce à une circulation plus fluide et plus sécurisée. Il assurera une meilleure desserte entre le pôle urbain Amirat El Bahi, Merzouk Ammar, La Gantara, Hadjar Ediss, la zone de Draâ Regam et le centre de Sidi Amar, tout en renforçant les



liaisons avec la commune d'El Hadjar et le chef-lieu de la wilaya d'Annaba. Les échanges ont porté sur les différents aspects techniques, juridiques et fonciers du projet afin d'identifier les solutions susceptibles d'accélérer son lancement et sa réalisation. Les préoccupations des citoyens et des propriétaires des terrains concernés ont également été examinées dans un esprit de concertation et de recherche de solutions consensuelles. À l'issue de la réunion, le

président de la daïra a insisté sur la nécessité d'assurer une coordination permanente entre les membres de la commission nouvellement installée, le bureau d'études et l'entreprise chargée des travaux. Il a également appelé au respect rigoureux des délais fixés et à la levée de toutes les contraintes administratives, techniques et foncières afin de garantir la concrétisation de ce projet stratégique dans les meilleures conditions et dans les délais impartis.

## ANNABA / RENTRÉE SCOLAIRE 2026-2027 :

## Le chef daïra d'Annaba intensifie le suivi des projets éducatifs à Sidi Aïssa

Imen Boulmaiz

Dans le cadre des préparatifs de la prochaine rentrée scolaire et en application des instructions du wali de la wilaya d'Annaba, Abdelkrim Laâmouri, visant à assurer un suivi rapproché des projets programmés et à lever toutes les contraintes susceptibles de retarder leur réception, le président de la daïra a effectué, ce mardi 30 juin 2026, une visite de terrain au niveau du groupe scolaire en cours de réalisation au quartier Sidi Aïssa. Accompagné du directeur de l'Organisme de contrôle technique de la construction (CTC) d'Annaba, le responsable de la daïra s'est enquis de l'état d'avancement des travaux et a procédé à une évaluation des différentes phases de réalisation de cet établissement destiné à accueillir les élèves dès la prochaine rentrée scolaire. Au cours de cette visite, le président de la daïra a insisté sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux. Des instructions fermes ont été adressées à l'entreprise de



réalisation afin de renforcer les effectifs sur le chantier et d'instaurer un système de travail en deux équipes, tout

en veillant au strict respect des normes techniques et des exigences de qualité en vigueur. La visite a également permis de

faire le point sur les opérations de raccordement aux différents réseaux. Il a été annoncé que les travaux de branchement

au réseau d'alimentation en eau potable ainsi qu'au réseau d'assainissement débuteront au cours de cette semaine, une étape essentielle pour la mise en service de l'établissement. Par ailleurs, les responsables ont confirmé que les travaux d'aménagement extérieur de l'environnement de l'école seront lancés dans les prochains jours afin d'offrir un cadre scolaire fonctionnel, sécurisé et agréable aux futurs élèves. Concernant le raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz, il a été indiqué que la Direction des équipements publics a déjà engagé les procédures administratives nécessaires en coordination avec Sonelgaz pour permettre la réalisation des travaux dans les meilleurs délais. Cette visite s'inscrit dans la démarche des autorités locales visant à assurer la livraison des infrastructures éducatives dans les délais impartis, afin de garantir aux élèves des conditions d'accueil optimales à l'occasion de la rentrée scolaire 2026-2027.

## ANNABA / PROTECTION CIVILE : Important incendie de forêt à Bouguentas, d'importants moyens terrestres et aériens mobilisés

Imen Boulmaiz

Un incendie de forêt s'est déclaré ce lundi au lieu-dit Bouguentas, dans la commune et daïra d'Annaba, entraînant une intervention immédiate des unités de la Protection civile afin de maîtriser la propagation des flammes. Dès le signalement du sinistre, les équipes opérationnelles ont été déployées sur les lieux pour engager les opérations d'extinction et protéger les zones environnantes. Face à l'ampleur du foyer et aux conditions favorisant la

propagation du feu, d'importants moyens d'intervention ont été mobilisés. Selon un premier bilan communiqué par la Direction de la Protection civile de la wilaya d'Annaba, huit camions de lutte contre les incendies ont été engagés sur le terrain. En appui aux moyens terrestres, trois avions bombardiers d'eau de type AT-802, basés dans la wilaya d'Annaba, ont été dépêchés afin d'effectuer des largages ciblés et de contenir rapidement l'incendie. Les interventions se poursuivent de manière coordonnée entre les équipes

au sol et les moyens aériens afin de circonscire le sinistre, empêcher son extension à d'autres parcelles forestières et préserver les habitations ainsi que les infrastructures situées à proximité. À l'heure actuelle, les opérations de lutte contre l'incendie sont toujours en cours. La Protection civile poursuit ses efforts pour maîtriser totalement le feu et appelle les citoyens à faire preuve de vigilance, à éviter de s'approcher de la zone d'intervention et à faciliter les déplacements des secours. Un bilan définitif concernant les



superficielles parcourues par les dégâts sera communiqué à flammes ainsi que les éventuels l'issue de l'intervention.

### EL TARF :

## La police démantèle un réseau de trafic de psychotropes et saisit plus de 6 000 capsules de prégabaline

Imen Boulmaiz

Les services de la Sûreté de la wilaya d'El Tarf, représentés par la Sûreté urbaine externe de Chebaita Mokhtar, ont réussi, au cours de la semaine écoulée, à démanteler un réseau criminel spécialisé dans le trafic illégal de substances psychotropes. Cette opération s'est soldée par l'interpellation de trois individus, âgés de 34 à 42 ans, impliqués dans cette activité illégale. Selon les informations communiquées par les services de police, l'affaire a été déclenchée à la suite de renseignements faisant état



de l'existence d'un réseau actif dans la commune de Chebaita Mokhtar, détenant une importante quantité de psychotropes destinée à être écoulée sur le marché illégal. Sous la supervision du parquet territorialement compétent, les enquêteurs ont engagé des investigations approfondies et

des recherches de terrain qui ont permis d'identifier les membres du réseau ainsi que leurs déplacements. Une opération minutieusement préparée a ensuite été mise en œuvre, aboutissant à l'arrestation des trois suspects. L'intervention, menée sous le contrôle du parquet compétent, a permis la saisie de 6 030 capsules de substances psychotropes de type Prégabaline 300 mg, destinées à la vente illégale. Cette importante quantité a été retirée du circuit de distribution clandestin, portant un coup significatif aux activités de ce réseau. À l'issue des procédures

judiciaires, les trois mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal d'Dréan. Ils sont poursuivis pour possession, stockage et détention de substances psychotropes en vue de leur commercialisation illégale, conformément aux dispositions prévues par la législation en vigueur. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts permanents déployés par les services de sécurité pour lutter contre le trafic de drogues et de substances psychotropes, préserver la sécurité publique et protéger la société contre les dangers liés à ce phénomène.

### SAISON ESTIVALE 2026 :

## Vaste opération de contrôle des activités commerciales sur les plages d'Annaba

Imen Boulmaiz

Dans le cadre du programme de contrôle mis en place à l'occasion de la saison estivale 2026, les services de la Direction du commerce de la wilaya d'Annaba poursuivent leurs opérations de terrain afin de veiller au respect de la réglementation commerciale et de garantir la sécurité sanitaire des estivants sur les plages autorisées à la baignade. Ces sorties de contrôle sont menées en coordination avec les services de sécurité, notamment la Police et la Gendarmerie nationale, ainsi qu'avec les gestionnaires des plages. Elles mobilisent un

important dispositif composé d'agents de contrôle de la Direction du commerce, sous la supervision directe du directeur du commerce de la wilaya, Seif Eddine Lecheb. L'objectif principal de cette campagne est d'assurer le respect des normes d'hygiène, de salubrité et de conservation des produits alimentaires proposés aux consommateurs. Les équipes de contrôle inspectent les établissements de restauration rapide, les cafétérias, les pâtisseries, les glaciers, les commerces de rafraîchissements ainsi que les restaurants implantés à proximité des plages. Les interventions visent également

à protéger les vacanciers contre les risques d'intoxication alimentaire et les pratiques commerciales frauduleuses, tout en veillant au respect de l'obligation d'affichage des prix afin de préserver les droits et le pouvoir d'achat des consommateurs. Les contrôleurs s'assurent en outre de la conformité et de la qualité des matières premières utilisées dans les différentes activités commerciales, dans le but de garantir la sécurité des produits mis en vente et de préserver la santé publique tout au long de la saison estivale. Cette opération de contrôle a concerné plusieurs plages de la commune



d'Annaba, notamment Ennasr, vedro, Rezgui Rachid, Rizzi Omar, Belle Vue et Aïn Achir, où les équipes ont procédé à des inspections ciblées des commerces et points de restauration implantés dans leur périmètre. À travers cette campagne, la Direction du commerce de la wilaya d'Annaba réaffirme sa volonté

de poursuivre les actions de contrôle tout au long de l'été afin de garantir un approvisionnement régulier du marché, de protéger les consommateurs et d'assurer aux estivants des conditions de consommation conformes aux normes d'hygiène, de sécurité et de transparence commerciale.

## Consigne des bouteilles en plastique

## Des élus locaux dénoncent une « parodie de concertation » et quittent une réunion au ministère de la transition écologique

Face à un projet taxé de « greenwashing », des associations de collectivités dénoncent un simulacre de dialogue et claquent la porte des discussions sur la consigne des bouteilles en plastique, selon le monde.fr. Des représentants d'élus locaux ont quitté une réunion organisée mardi 30 juin par le ministère de la transition écologique pour dénoncer « une parodie de concertation » sur le projet gouvernemental de consigne pour le recyclage des bouteilles en plastique, du « greenwashing » selon eux.

Des associations de collectivités ont « quitté la table des négociations » ce matin à 9 heures après avoir rappelé leur opposition à cette vaste mesure de greenwashing », ou écoblanchiment, a déclaré à l'Agence France-Presse (AFP)



Nicolas Garnier, de l'association de collectivités Amorce.

Le ministre délégué chargé de la transition écologique, Mathieu Lefèvre, a déclaré sur X mardi regretter « le choix fait par les associations de représentants d'élus de ne pas accepter la concertation

que propose le gouvernement », appelant au « dialogue ».

Selon M. Garnier, les élus locaux ont été suivis dans leur mouvement de protestation par « les ONG, les associations de consommateurs et de grandes fédérations professionnelles ». Ils

entendent dénoncer « une parodie de concertation » sur ce projet de « fausse consigne pour recyclage », porté « depuis cinq ans par les multinationales des eaux et boissons en bouteille jetables ».

Rejet du terme « consigne »

Les élus locaux contestent le terme de « consigne », car le projet ne prévoit pas de réemployer les bouteilles en plastique collectées, mais de les recycler ; une option moins vertueuse du point de vue environnemental. Les élus locaux ont indiqué vouloir s'en remettre au premier ministre Sébastien Lecornu.

Le projet d'instaurer cette consigne pour recyclage sur les bouteilles en plastique, afin de rattraper le retard de la France sur les objectifs européens, a été relancé fin mai par Emmanuel Macron.

Lundi, plusieurs représentants de

syndicats franciliens de gestion des déchets avaient dit être prêts à « aller au bras de fer » si le gouvernement décide de persévérer, menaçant de « suspendre le paiement de la TGAP », la taxe générale sur les activités polluantes.

A leurs yeux, ce projet de collecte ne répondra pas à la problématique plus vaste des déchets plastiques. « Le combat à mener est contre l'utilisation du plastique », a dit Jean-François Vigier, président du SIOM qui gère les déchets de 21 communes du sud de Paris.

« Le taux de collecte et de recyclage des bouteilles en plastique et des canettes n'était que de 58,4 % en 2024, contre un objectif de 90 % », a déclaré sur X Mathieu Lefèvre, précisant que « la mise en œuvre de la consigne pour recyclage sera obligatoire au 1er janvier 2029 » si cet objectif n'est pas atteint.

## Plan de régularisation des sans-papiers en Espagne

## Pedro Sanchez annonce plus d'un million de demandes

Le gouvernement socialiste espagnol avait lancé à la mi-avril un plan massif de régularisation qui se termine mardi 30 juin. Le pays fait figure d'exception sur la question migratoire au sein de l'Union européenne, selon le monde.fr.

« Plus d'un million » de demandes de régularisation ont été déposées en Espagne par des étrangers en situation irrégulière dans le cadre d'un plan massif du gouvernement socialiste lancé à la mi-avril et qui se termine mardi 30 juin, a annoncé le premier ministre, Pedro Sanchez.

« Nous voulons que le monde voie l'Espagne comme un pays qui respecte, protège et garantit les droits humains », a-t-il déclaré dans un discours, vantant une « décision bonne pour notre économie » tout en reconnaissant « les défis » liés à l'intégration.

Favorable à une politique d'accueil, son gouvernement de gauche fait figure d'exception sur la question migratoire au sein de l'Union européenne (UE), à rebours du durcissement opéré par de nombreux pays.

Dans le cadre de ce plan de régularisation massif, les autorités ont trois mois pour traiter les demandes et délivrer – ou non – aux demandeurs un permis de séjour et de travail uniquement valable en Espagne. La date limite de dépôt des dossiers est fixée à mardi soir. Toutes les personnes intéressées devaient justifier d'au moins cinq mois de présence sur le sol espagnol au 1er janvier et également prouver qu'elles n'avaient pas de casier judiciaire. En lançant cette procédure, l'exécutif avait dit estimer qu'elle bénéficierait à « près d'un demi-million de

personnes », en grande majorité originaires d'Amérique latine.

« Plan d'intégration et de citoyenneté »

Ce plan est « une étape-clé pour sortir de l'invisibilité une réalité qui existe dans notre pays, celle de centaines de milliers de personnes qui vivent parmi nous », a estimé mardi M. Sanchez, défendant sa politique migratoire « légale, sûre et ordonnée », avec l'objectif d'« offrir une opportunité et un avenir ». L'immigration est « nécessaire » pour soutenir « les besoins de l'économie » espagnole, notamment dans les régions du pays vidées de leur population, a-t-il encore jugé, évoquant aussi le vieillissement de la société.

Dans son discours, le dirigeant socialiste a aussi accusé le Parti populaire, le principal parti d'opposition de droite, et la



formation d'extrême droite Vox, opposés à ce plan, d'« alimenter la peur, agiter des discours xénophobes qui ne résolvent aucun problème ». « Le vivre-ensemble n'est pas exempt de tensions, nous le savons », a-t-il admis, disant ne pas vouloir « nier les problèmes, les défis qui se dressent devant nous », mais plutôt « les affronter

et les résoudre ».

À l'occasion du dernier jour du plan de régularisation, le septième dans l'histoire moderne de l'Espagne, le premier ministre a annoncé la création d'un « plan d'intégration et de citoyenneté » doté de « 500 millions d'euros la première année ».

## L'inflation en France revient à 1,8 % sur un an en juin, après 2,4 % en mai, selon l'Insee

Cette atténuation de l'inflation s'explique « par le fort ralentissement des prix de l'énergie, notamment ceux des produits pétroliers », selon le monde.fr.

Les prix à la consommation ont progressé de 1,8 % sur un an en France au mois de juin, marquant nettement le pas après 2,4 % en mai dans le sillage de la baisse des prix de l'énergie, a déclaré, mardi 30 juin, l'Institut national des statistiques et des études économiques (Insee) dans un communiqué.

Cette atténuation de l'inflation s'explique « par le fort



ralentissement des prix de l'énergie, notamment ceux des produits pétroliers », après l'annonce le 17 juin d'un protocole

d'accord de paix au Moyen-Orient, ainsi qu'un ralentissement des prix des services et de l'alimentation, détaille l'Insee dans cette première

estimation qui doit être confirmée le 10 juillet.

Malgré leur ralentissement, les prix de l'énergie restent « toutefois en nette augmentation sur un an » (+ 11,2 % en juin après + 16,6 % en mai), observe l'Insee.

Prix du tabac stable

Le prix des services – une composante qui pèse plus de la moitié de l'indice des prix à la consommation – a ralenti, mais dans une moindre mesure, grimant de 1,8 % en juin après + 2,4 % en mai.

Le coût des produits alimentaires est lui aussi en léger repli, à + 0,9 % sur un an en juin contre +

1,1 % en mai, grâce notamment au ralentissement des prix des produits frais (+ 2,8 % sur un an en juin, contre + 3,4 % en mai). Le prix du tabac est lui quasi stable, à + 3,3 % sur un an en juin après + 3,2 % en mai.

Sur un mois, les prix à la consommation diminuent de 0,2 %, après une hausse de 0,1 % en mai. L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), qui permet la comparaison entre les pays de la zone euro, a lui augmenté de 2 % sur un an en juin, après avoir grimpé de 2,8 % sur un an en mai.

PRÉSIDENTIELLE 2027 :

## « Je serai candidat à la primaire interne du PS », annonce le député Philippe Brun

Le PS pourrait organiser à l'automne une primaire interne pour choisir son candidat à la présidentielle. Le député de l'Eure Philippe Brun annonce qu'il sera candidat et qu'il souhaite centrer sa candidature sur le thème du salaire, selon le monde.fr.

Le député socialiste, Philippe Brun, sera candidat à l'éventuelle primaire que le Parti socialiste (PS) pourrait décider d'organiser à l'automne pour choisir son candidat pour la présidentielle, a-t-il annoncé mardi 30 juin sur RMC. Lui et son équipe veulent « réveiller » le parti à la rose, affirme-t-il.

« Je serai candidat à la primaire interne (...) pour porter une ligne



populaire », a plaidé le député de l'Eure, âgé de 34 ans, en se vantant d'être « le seul à parler de salaire », taclant aussi bien le leader « insoumis », Jean-Luc Mélenchon, que le chef de Place publique, Raphaël Glucksmann, sur le sujet.

Il propose notamment de baisser la contribution sociale généralisée (CSG) pour tous les salariés qui gagnent moins de 4 000 euros.

« Les salariés sont les vaches à lait du système », a-t-il lancé à la journaliste Apolline de Malherbe.

Pour financer cette baisse, il compte mettre « davantage à contribution les rentiers, les revenus du capital, les très gros héritages », ce qui permettrait, selon lui, de « mieux répartir » le financement de la Sécurité sociale. Pour que les salariés français puissent calculer concrètement ce que leur rapporteraient ces propositions, le député lance un simulateur, intitulé « SalaireBrun ».

« Une candidature d'idées » Toujours bloqué dans sa stratégie pour la présidentielle, le PS réunit mardi soir ses plus hautes instances pour tenter de trouver une sortie de crise. Une des possibilités est d'organiser une primaire réservée à l'espace social-démocrate,

sans Les Écologistes ni les ex-La France insoumise (LFI), comme François Ruffin ou Clémentine Autain.

Cette candidature s'ajouterait à celles officielles ou pressenties de Raphaël Glucksmann (Place publique), Olivier Faure, Karim Bouamrane, François Hollande, Jérôme Guedj ou Boris Vallaud.

« Ma candidature, c'est une candidature d'idées. On est une nouvelle génération d'élus socialistes et on en a marre que le Parti socialiste soit à côté de ses pompes. On a envie de retrouver les ouvriers et les employés. On a envie de parler des problèmes du quotidien, et notamment du pouvoir d'achat », a justifié M. Brun.

## Les salariés d'EDF mènent une action en justice pour connaître les rémunérations de leurs dirigeants

Une instance représentative du personnel a annoncé qu'une audience était fixée le 2 juillet devant le tribunal judiciaire de Paris, selon le monde.fr.

Une instance représentative du personnel d'Electricité de France (EDF) a annoncé mardi 30 juin attaquer en justice l'énergéticien en raison du « refus de l'entreprise de communiquer les éléments de rémunération de ses cadres dirigeants » et précise qu'« une audience est fixée le 2 juillet ».

« EDF refuse de transmettre à l'expert du CSEC [comité social et économique central] les éléments précis de rémunération de ses cadres dirigeants, tout en acceptant de le faire pour

les autres salariés », déplore le CSEC dans un communiqué. Il estime que « cette opacité à sens unique est incompatible avec les obligations d'une entreprise publique et avec le principe même de transparence salariale ».

Cette revendication ne concerne pas le PDG d'EDF, Bernard Fontana, dont la rémunération « est fixée par la loi et validée par le conseil d'administration », a rappelé le secrétaire du CSEC d'EDF, Gwenaël Plagne, lors d'un entretien avec l'Agence France-Presse (AFP).

Regarder l'égalité professionnelle Elle concerne, en revanche, « 537 cadres dirigeants, quand même, sur 65 000 salariés », selon le secrétaire du CSEC. Sollicitée, la

direction d'EDF n'a pas souhaité faire de commentaire.

« L'an dernier déjà, on n'avait pas rendu d'avis sur la politique sociale et on avait dit que c'[était] la dernière alerte qu'on [leur faisait] pour [qu'ils se mettent] en conformité », a affirmé M. Plagne, qui soutient que l'entreprise a procédé l'an passé à une « hausse de plus de 2 millions d'euros » de la masse salariale « sur les 10 plus hautes rémunérations ».

Il ne s'agit pas de « divulguer » ces rémunérations, assure M. Plagne, mais, « dans le cadre de la consultation sur la politique sociale » d'EDF, de transmettre des éléments à un cabinet d'experts qui, « sous devoir de confidentialité, retraite les informations », pour permettre



aux représentants d'apprécier les évolutions en la matière.

« Cela permettrait aussi de regarder l'égalité professionnelle chez les cadres dirigeants, comment sont rémunérées les femmes par rapport aux hommes, etc. », a plaidé le secrétaire du

CSEC.

Ce manque de transparence, « c'est une position qui est depuis des années tenue par EDF. Et nous, au bout d'un moment, on a dit "bon, stop, on va aller chercher l'arbitre qui nous dira qui a raison" », a-t-il conclu.

## Loi d'urgence agricole : le Sénat approuve la réintroduction encadrée de deux insecticides interdits, dont l'acétamipride

Les dérogations, décriées par la gauche et les associations de défense de l'environnement, cibleraient des filières en difficulté, comme la betterave, la pomme, la cerise et la noisette. Le gouvernement a fait part de ses inquiétudes face à cette mesure qui pourrait compromettre le sort du texte, selon le monde.fr.

Contre l'avis du gouvernement, le Sénat a voté, dans la nuit de lundi 29 à mardi 30 juin, la réintroduction dérogatoire et encadrée de l'acétamipride et du flupyradifurone, deux insecticides interdits en France, mais autorisés ailleurs en Europe.

En approuvant, à 183 voix contre 129, ce nouveau volet du projet de loi d'urgence agricole, les sénateurs

ont ressuscité, à l'initiative de la droite et des centristes, une mesure de la loi Duplomb partiellement censurée en 2025 par le Conseil constitutionnel, et décriée par la gauche et les associations de défense de l'environnement.

Ce dossier avait fracturé la classe politique et mobilisé les foules l'an passé, avec une pétition rassemblant plus de deux millions d'opposants à la première loi Duplomb, du nom du sénateur (Les Républicains) de la Haute-Loire Laurent Duplomb.

« Nous sommes les seuls à interdire des molécules en Europe depuis plus de dix ans. On tue à petit feu notre production française de fruits pour finir par importer en masse ces mêmes fruits, produits avec

ces mêmes molécules », a justifié lui-même M. Duplomb, désigné corapporteur de cette loi d'urgence. Une « hypocrisie » qui affaiblit certaines filières françaises, comme la betterave, la pomme, la cerise et la noisette, selon lui. Les dérogations votées par le Sénat cibleraient d'ailleurs précisément ces filières en difficulté, une rédaction jugée « proportionnée » selon ses défenseurs.

Un « retour en arrière inacceptable »

La gauche a crié à la « surenchère propesticides » et à « l'acharnement », relayant les inquiétudes d'associations de défense de l'environnement indignées à la perspective de voir réintroduit

l'acétamipride, un néonicotinoïde toxique pour la biodiversité et potentiellement pour la santé humaine. Le sénateur écologiste d'Ille-et-Vilaine Daniel Salmon a dénoncé « un gigantesque renoncement », le socialiste Jean-Claude Tissot (Loire) un « retour en arrière inacceptable ».

Le gouvernement a fait part des inquiétudes que suscitait cette mesure, craignant que l'adoption d'un dispositif aussi inflammable politiquement compromette les chances de voir l'ensemble du projet de loi d'urgence agricole être adopté définitivement au Parlement cet été. « Ce que je crains, c'est que cette question est tellement virulente qu'elle pourrait emporter le texte tout

entier », s'est inquiétée la ministre de l'agriculture, Annie Genevard. « On ne nous le pardonnerait pas dans les fermes », avait-elle déjà prévenu un peu plus tôt.

« Lorsque des doutes sérieux existent sur les effets d'une substance pour la santé humaine ou pour la biodiversité, notre responsabilité est d'agir avec prudence », a renchéri la ministre de la transition écologique, Monique Barbut.

Les principales associations de patients et plusieurs sociétés savantes médicales et scientifiques avaient appelé, lundi, les sénateurs à refuser ces réintroductions, évoquant un « véritable test pour nos institutions démocratiques », dans une tribune publiée par le Monde.

## CDM 26 / EN : Maza, l'insolent crack



Surnommé avec ferveur «Mazadona», Ibrahim Maza est le nouveau prodige incontournable de la sélection algérienne et l'une des grandes sensations de la phase de groupes de la Coupe du monde 2026.

À seulement 20 ans, le milieu offensif du Bayer Leverkusen crève l'écran et conquiert le cœur des supporters algériens, mais aussi celui des habitants de Lawrence qui, lorsqu'ils évoquent la sélection algérienne, n'ont de mots que pour lui. Sans avoir marqué le moindre but ni même atteint son véritable rythme de croisière, il est, en compagnie du Mexicain Gilberto Mora et de l'Ivoirien Yan Diomandé, l'une des attractions majeures du tournoi. Lors des trois matches déjà disputés, il suffit que le speaker prononce son nom pour que le stade explose. Avec 13 dribbles réussis sur 22 tentatives en 262 minutes jouées, Ibrahim Maza occupe la tête du classement mondial des dribbleurs, devant des stars comme Lamine Yamal ou Jamal Musiala. Sa capacité d'élimination et son

élégance sont tout simplement incroyables.

**Le sourire d'un gamin, l'étoffe d'un patron**

Insouciant, mais doté d'un caractère affirmé, le jeune crack s'impose déjà comme le futur leader technique et humain de la sélection algérienne. Toujours le sourire aux lèvres, il apporte quotidiennement au groupe une dose d'optimisme. Cette authenticité et cette légèreté font de lui le chouchou incontesté du vestiaire, un joueur capable de s'entendre avec tout le monde. Des jeunes aux cadres les plus expérimentés, tout le monde adore Maza. Cela étant, il ne faut pas se fier à sa bonne humeur permanente : sous ce visage angélique et innocent se cache un compétiteur au fort tempérament. Maza n'est pas seulement là pour assurer la bonne ambiance. Sur le terrain, il prend ses responsabilités et s'affirme comme le futur leader technique des Fennecs. «Attention, Maza a du caractère. Je le vois venir : ce sera le futur patron des Verts. Je l'observe tous les jours, je regarde ses rapports avec ses coéquipiers ; ce sera lui. Ce

n'est qu'une question de temps, Maza prendra le pouvoir», nous dira un membre de la délégation algérienne en contact permanent avec les joueurs.

**«Sa légèreté et son insouciance étaient presque insolentes»**

«Lors de son premier match en sélection, Maza est arrivé décontracté, insouciant, souriant... Il parlait avec tout le monde, il s'adressait à Mahrez comme il le faisait avec l'intendant. Sa légèreté déconcertante et son insouciance étaient presque insolentes...», nous dira la même source, qui ajoute : «Alors que, d'habitude, les nouveaux arrivaient sur la pointe des pieds, timides, réservés et en marge du groupe, "Si Maza" a pris place directement au premier rang. Et tout s'est passé normalement, naturellement ; c'était invraisemblable.» Un autre membre de la délégation, présent lors de la première convocation de Maza en sélection, nous racontera l'un des moments les plus importants de la carrière du joueur chez les Verts, un certain 10 octobre 2024.

**Le jour où tout a commencé**

«Je m'en souviens comme si c'était hier. C'était en octobre, nous affrontions le Togo dans le cadre des éliminatoires de la CAN 2025. Maza honorait sa première cape à l'âge de 18 ans. Peu de gens le connaissaient, du moins c'est ce que nous pensions... Mais, surprise : dès que les joueurs ont foulé la pelouse du stade d'Annaba, tout le public s'est levé pour scander le nom de Maza : Mazaa, Mazaaa, Mazaaa... L'un des joueurs qui se trouvait à côté de moi s'est retourné et a lancé avec étonnement : Wesh ! Il vient à peine d'arriver et il est déjà le chouchou des supporters !"» se souvient encore notre interlocuteur. Relégué sur le banc des remplaçants, Maza n'a cessé d'être réclamé par le public jusqu'à ce que Vladimir Petkovic cède. Entré en cours de jeu lors de la large victoire des Fennecs face au Togo (5-1), Maza a offert une passe décisive dès son deuxième ballon touché. «Ce fut le début de quelque chose, d'une histoire... Je l'ai senti, je savais que cette journée allait devenir historique», ajoute encore notre source.

**Barça, Arsenal, Man City, Chelsea...**

Selon la presse spécialisée, plusieurs grands clubs européens suivraient de près le prodige algérien de 20 ans. Les prétendants les plus insistants se trouveraient en Angleterre. Manchester City ferait du jeune milieu offensif une cible prioritaire pour remodeler son entrejeu après le départ de Bernardo Silva. Arsenal serait déjà passé à l'offensive avec des offres concrètes afin de s'attacher ses services. Les clubs londoniens Chelsea et Tottenham maintiendraient également une veille active sur la situation du joueur. Enfin, le FC Barcelone. Le club catalan aurait dépêché ses recruteurs au Canada, au Mexique et aux États-Unis pour superviser plusieurs joueurs. Le nom d'Ibrahim Maza figurerait parmi les trois premières cibles des Blaugrana. Le milieu offensif de 20 ans, sous contrat jusqu'en 2030, constitue aujourd'hui une pièce maîtresse du Bayer Leverkusen. Le club allemand ne compte pas le brader et l'évaluerait à près de 70 millions d'euros.

## Coupe du Monde 2026 : L'Allemagne réclame en urgence le sauveur Jürgen Klopp



**E**liminée dès les 16es de finale de la Coupe du Monde 2026, l'Allemagne traverse une nouvelle crise. Si Julian Nagelsmann refuse de démissionner, une partie de la presse et de l'opinion réclame déjà l'arrivée de Jürgen Klopp pour relancer la Nationalmannschaft. L'élimination de l'Allemagne dès les 16es de finale de la Coupe du Monde 2026 a provoqué un séisme de l'autre côté du Rhin. Battue par le Paraguay à l'issue d'une séance de tirs au but historique, la Nationalmannschaft a signé un troisième échec majeur consécutif en Coupe du Monde après les fiascos de 2018 en Russie et de 2022 au Qatar. Dans la foulée, un nom a immédiatement émergé dans le débat public allemand. Celui de Jürgen Klopp. Plusieurs médias nationaux estiment désormais que l'ancien entraîneur de Liverpool représente la seule personnalité capable de relancer une sélection en perte de repères. Le quotidien Bild a donné le ton dès les premières heures suivant l'élimination avec un message sans ambiguïté. Pour le journal le plus lu du pays,

le temps des explications est terminé et celui des décisions doit commencer. Dans un éditorial particulièrement sévère, le patron des sports du média affirme que l'Allemagne ne peut plus poursuivre sur la même trajectoire et appelle ouvertement à l'arrivée de Klopp à la tête de la sélection. Cette prise de position s'appuie sur un constat largement partagé dans une partie de la presse allemande.

Malgré un contrat courant jusqu'en 2028, Julian Nagelsmann apparaît fragilisé par un bilan qui ne correspond plus aux ambitions affichées. Lors de sa prise de fonction, le technicien de 38 ans avait placé la conquête du titre mondial au centre de son projet. Deux ans plus tard, l'aventure s'est arrêtée bien plus tôt que prévu et les critiques pleuvent de toutes parts. Bild lui reproche notamment une communication devenue clivante au fil des mois, un management parfois difficile à comprendre ainsi qu'une série de choix sportifs contestés. Plusieurs observateurs allemands estiment que le sélectionneur n'a jamais réussi à créer une véritable dynamique collective

autour de son groupe. Certains cadres auraient été déstabilisés par des décisions tardives tandis que plusieurs joueurs auraient perdu confiance dans le discours du sélectionneur. Le traitement réservé à Nick Woltemade durant la phase de groupes est régulièrement cité comme l'un des symboles d'une gestion jugée incohérente. Pour une partie des commentateurs, l'Allemagne possède encore suffisamment de talent pour rivaliser avec les meilleures nations, mais elle manque aujourd'hui d'un leader capable de fédérer tout un vestiaire.

**Klopp comme une évidence ?** Face à cette situation, Jürgen Klopp apparaît comme le candidat idéal dans l'imaginaire collectif allemand. Son nom revient avec insistance parce qu'il incarne précisément ce que beaucoup considèrent comme les qualités disparues de la sélection. Son parcours à Dortmund puis à Liverpool lui a permis de bâtir une réputation exceptionnelle de rassembleur et de meneur d'hommes. En Allemagne, nombreux sont ceux qui estiment que personne ne maîtrise mieux que lui l'art de transformer un groupe talentueux en une

équipe soudée et conquérante. Bild insiste particulièrement sur sa capacité à recréer une connexion forte avec les supporters, un élément devenu central après plusieurs années de désillusions. Le quotidien rappelle également que Klopp a souvent réussi à décrocher des trophées qui semblaient hors de portée avant son arrivée. Son aura dépasse largement le cadre sportif et plusieurs éditorialistes considèrent qu'il pourrait redonner une identité forte à une sélection qui peine à retrouver son prestige d'antan. Même les moqueries venues de l'étranger alimentent ce sentiment d'urgence. Les propos récents de Gary Lineker affirmant que l'Allemagne vit désormais davantage sur sa réputation que sur ses performances ont été abondamment relayés dans les médias allemands et ont renforcé le climat de remise en question. Pour autant, le scénario d'un départ immédiat de Julian Nagelsmann reste loin d'être acquis. Quelques minutes après l'élimination, le sélectionneur a tenu à envoyer un message très clair à ses dirigeants. Interrogé sur son avenir, il a exclu toute idée de démission

et assuré vouloir poursuivre sa mission malgré l'ampleur de la déception. Le technicien a affirmé qu'il restait disponible pour continuer le travail engagé et qu'il n'avait aucune intention de quitter ses fonctions de sa propre initiative. Une déclaration forte qui place désormais la fédération allemande devant ses responsabilités. Les prochaines semaines s'annoncent décisives alors que la pression médiatique ne cesse de grandir. Officiellement, Nagelsmann reste l'homme du projet allemand. Officieusement, une partie importante de l'opinion publique rêve déjà d'un autre visage sur le banc. Un visage moustachu, charismatique et unanimement respecté dans le pays. Quant au principal intéressé, il a été très clair : «Je n'y ai pas encore pensé. Je comprends que mon nom soit mentionné maintenant. Mais ce n'est pas le moment de parler de cela». Plus que jamais, le nom de Jürgen Klopp s'impose comme la grande tentation allemande au lendemain de ce nouveau traumatisme mondial.



## Cette solution vous aide à lutter contre les ralentissements progressifs de votre PC

Le secret n'aura pas tenu bien longtemps. Quelques jours seulement après l'annonce de sa présentation, le nouveau smartphone de Nothing, le Phone (4b), fuit dans les grandes largeurs.

Le leaker Almighty Tech dit s'être procuré non pas un mais trois nouveaux smartphones de chez Nothing et nous offre un tour du propriétaire. Conformément à nos attentes, ce nouveau venu abordable pioche à la fois son inspiration dans le récent Nothing Phone (4a) Pro, le (4a) mais aussi le CMF Phone 2 Pro notre smartphone de l'année 2025.

**Un design encore très à part**  
Il fallait s'y attendre avec Nothing : le design du nouveau smartphone qui sera révélé officiellement le 7 juillet prochain est clivant. Quoique moins que les précédents membres de la famille. Le Nothing Phone (4b) sera disponible en noir, blanc et bleu, et affichera, comme le modèle (4a) Pro, un dos opaque chose qui tranche avec les habitudes de la marque.

Les deux caméras du smartphone (un grand-angle de 50 mégapixels et un ultra grand-angle de



8 mégapixels) sont logés dans une sorte de plateau, qui évoque aussi bien le (4a) Pro, mais aussi l'iPhone 17 Pro ou le Honor 600. On le savait déjà : le Nothing Phone (4b) profite également de la « Glyph Bar », cette bande LED verticale qui sert d'alerte de notifications, de flash, mais également d'indicateur de progression pour certaines applications compatibles.

La plus grosse batterie de Nothing

Si l'on s'attend à ce que le Nothing Phone (4b) se lance à un tarif plus abordable que le Phone (4a) (vendu à partir de 369€), il devrait surpasser ses grands frères sur un point confirmé par Almighty Tech : la batterie.

D'après les informations glanées sur l'interface Nothing OS 4.1 (basée sur Android 16), ce



nouveau modèle sera équipé d'une batterie de 6000 mAh. En d'autres termes, il s'agira de la batterie la plus conséquente ayant jamais pris place au sein d'un smartphone de la marque. À titre de comparaison, le Nothing Phone (4a) Pro affiche seulement 5040 mAh (et son autonomie était déjà excellente).

Nous reste évidemment toujours l'inconnue du prix, même si on peut imaginer que d'autres fuites s'ajouteront à celle-ci durant la petite semaine qui nous sépare encore de l'annonce officielle. Des pronostics ?

## Arnaques sur Facebook

### Des documents internes accusent Meta d'avoir laissé faire

**Des documents internes montrent que Meta ne se contenterait pas de subir les publicités frauduleuses diffusées sur Facebook. Derrière leur prolifération se cacherait une stratégie bien plus rentable qu'il n'y paraît, aujourd'hui contestée devant les tribunaux des deux côtés de l'Atlantique.**

Si vous arrivez encore de fréquenter Facebook de temps à autre, il ne vous a sans doute pas échappé le nombre important de publicités interdites à la vente. Pourtant, ce n'est pas dû à des annonceurs qui abusent de failles dans le système pour faire passer leurs pubs en catimini. C'est, au contraire, un business très lucratif pour Meta.

Les publicités frauduleuses récolteraient jusqu'à 15 milliards d'impressions par jour sur le réseau social ! Des documents internes ont montré qu'en 2024, cela représenterait 10 % de ses revenus, soit 16 milliards de dollars. Et ce n'est pas comme



si la firme n'était pas capable de les détecter. Pour ceux qui sont suspectés de fraude, elle impose une pénalité tarifaire. Censée les décourager, elle augmente surtout les recettes de Meta. Pire, la plateforme a ignoré ou rejeté

96 % des 100 000 signalements faits par des utilisateurs chaque semaine.

**Une tactique de dissimulation**  
Depuis la révélation initiale fin 2025, cette histoire prend de l'ampleur. Reuters a découvert

que 19 % du chiffre d'affaires publicitaire en Chine, soit trois milliards de dollars, étaient liés à des arnaques, des jeux d'argent, de la pornographie et d'autres contenus interdits. Meta a lancé une nouvelle équipe de modération, qui a réussi à réduire ce chiffre de moitié. Mais la firme a fait machine arrière pour préserver ses revenus et, mi-2025, ces annonces frauduleuses représentaient de nouveau 16 % des revenus de Meta en Chine.

#### Des plaintes des organisations de consommateurs

Depuis, rien n'a vraiment changé. Aux États-Unis, la Consumer Federation of America a lancé une action collective en justice contre Meta en avril, une procédure qui prendra du temps. En Europe, le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC), aux côtés de 29 organisations de consommateurs réparties dans 27 pays, a déposé plainte en mai contre Meta, mais aussi TikTok et Google pour « non-respect du règlement européen sur les services

numériques (DSA) et incapacité à lutter efficacement contre les escroqueries en ligne ».

Bien entendu, la firme nie tout. « Ces allégations dénaturent la réalité de notre travail et nous les contesterons vigoureusement », a-t-elle déclaré en réponse à l'action collective. Une version contredite par les documents internes consultés par Reuters. Néanmoins, Meta affirme avoir investi dans des outils IA et avoir retiré plus de 159 millions de publicités frauduleuses l'année dernière.

En attendant la suite des plaintes, le meilleur moyen d'éviter ces arnaques est soit d'installer un bloqueur de publicités, soit d'éviter tout simplement les réseaux sociaux...



## Le gouvernement mise sur une nouvelle génération d'éditeurs pour bâtir l'industrie du livre



**Sara Boueche**

La Bibliothèque nationale d'Algérie a accueilli, hier, une journée de formation destinée aux jeunes éditeurs, organisée par le Centre national du livre (CNL), sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts, autour du thème « De l'idée à l'industrie du livre ». À travers cette rencontre, les pouvoirs publics entendent renforcer les compétences des professionnels du secteur et inscrire durablement le livre au cœur de la stratégie nationale de développement culturel et économique.

Présidant la cérémonie d'ouverture, la ministre de la

Culture et des Arts, Malika Bendouda, a souligné que la consolidation de la filière éditoriale passe avant tout par la formation et la qualification de ses acteurs. Elle a rappelé que cette initiative s'inscrit dans la continuité des actions engagées par son département, notamment à la suite d'une première rencontre avec les nouveaux éditeurs qui avait permis d'identifier les principaux défis auxquels ils sont confrontés.

La ministre a réaffirmé la place centrale du livre dans la société, le qualifiant de vecteur de transmission du savoir, de fondement de la conscience collective et de pilier de l'identité

nationale. Elle a également mis en avant les efforts déployés par l'État pour structurer ce secteur, citant la loi relative au livre de 2015, la création du Centre national du livre ainsi que le développement d'un vaste réseau de bibliothèques publiques à travers le pays.

Évoquant les mutations que connaît l'édition, Malika Bendouda a insisté sur la nécessité d'adopter des pratiques professionnelles fondées sur l'innovation, la qualité et la compétitivité. Selon elle, le livre, qu'il soit imprimé ou numérique, doit conserver toute sa place dans un environnement marqué par l'évolution rapide des technologies et des usages de lecture.

Dans cette perspective, la ministre a annoncé la création prochaine d'un établissement spécialisé chargé d'assurer la gestion du Salon international du livre d'Alger, des salons nationaux ainsi que de la distribution du livre sur l'ensemble du territoire. Cette nouvelle structure ambitionne d'améliorer l'organisation de la filière et d'offrir un accompagnement plus efficace aux éditeurs.

Elle a également fait savoir que le ministère de la Culture et des Arts rejoindra le guichet unique numérique mis en place par le ministère des Finances. Cette plateforme permettra aux professionnels de simplifier leurs démarches administratives, notamment celles relatives à l'importation et à l'exportation des ouvrages, tout en renforçant la transparence et la célérité des procédures.

Réaffirmant son engagement en faveur de l'édition nationale, la ministre a annoncé que les acquisitions d'ouvrages publiés par des éditeurs algériens représenteront désormais au moins 75 % des achats réalisés par les établissements culturels relevant de son département. Cette mesure vise à soutenir la production nationale et à favoriser son développement.

S'adressant aux jeunes professionnels, Malika Bendouda les a invités à faire de la qualité éditoriale, du respect des droits d'auteur, de la maîtrise du cadre juridique et de l'exigence intellectuelle les principes directeurs de leur activité, estimant que ces valeurs constituent les fondements d'une industrie du

livre solide et durable.

De son côté, le président du Centre national du livre, Djamel Yahiaoui, a rappelé que « le livre est une sécurité culturelle ; il est notre identité et notre histoire ». Il a précisé que cette journée de formation répond aux recommandations formulées lors de la précédente rencontre avec les nouveaux éditeurs, qui avaient mis en évidence la nécessité d'accompagner cette génération appelée à jouer un rôle moteur dans l'avenir de l'édition en Algérie.

À l'issue de la cérémonie inaugurale, plusieurs ateliers ont permis aux participants d'approfondir leurs connaissances sur les différents métiers de l'édition. Les échanges ont porté sur la chaîne du livre, la gestion d'une maison d'édition, le cadre législatif, les contrats d'édition ainsi que les droits et obligations des différents intervenants. Une session consacrée au livre numérique et au livre audio est venue clore cette journée, témoignant de la volonté des organisateurs de préparer les jeunes éditeurs aux profondes transformations qui redessinent aujourd'hui l'industrie du livre.

## Festival national de musique andalouse « Sanaâ » Une 12<sup>ème</sup> édition placée sous le signe de la transmission et de la mémoire

**Sara Boueche**

Après huit années d'interruption, suivies d'une relance saluée en décembre dernier, le Festival culturel national de musique andalouse « Sanaâ » revient du 4 au 9 juillet au Palais de la culture Moufdi-Zakaria d'Alger. Cette 12<sup>e</sup> édition ambitionne de renforcer la sauvegarde de cet héritage musical tout en ouvrant de nouvelles perspectives de recherche et de valorisation.

Placée sous le slogan « En notre fête, que Dieu nous réunisse », cette édition entend célébrer l'un des piliers du patrimoine musical algérien dans un esprit de partage et de transmission. Lors d'une conférence de presse organisée, hier, au Palais de la culture Moufdi-Zakaria, le commissaire du festival, Ahcène Ghida, a présenté les principales orientations de cette nouvelle édition, conçue dans le prolongement de la précédente tout en s'enrichissant d'initiatives

inédites.

Le programme repose sur trois grands axes. Le choix de la période de déroulement revêt également une forte portée symbolique. L'ouverture a été pensée pour coïncider avec les célébrations du 64<sup>e</sup> anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale, afin d'inscrire cette manifestation culturelle dans le calendrier des grandes commémorations nationales.

La cérémonie inaugurale, prévue le 4 juillet à 20 heures sur l'esplanade du Palais de la culture, sera animée par le Grand Orchestre d'Alger. Cette formation rassemblera des musiciens et des interprètes issus de 53 associations représentant les différentes wilayas où la tradition de la musique andalouse demeure vivante. Près de 400 artistes, voire davantage, sont attendus pour cette prestation collective qui illustrera la richesse et la diversité de cet héritage musical.



Les soirées artistiques se poursuivront du 5 au 9 juillet dans les jardins du Palais de la culture, un espace propice aux représentations en plein air. Quinze associations, représentant sept wilayas, participeront à cette édition. Afin d'assurer une représentation équitable des ensembles actifs à travers le pays, les organisateurs ont adopté un système de rotation sur trois éditions.

Chaque soirée réunira trois associations et donnera lieu à

des hommages dédiés à des figures marquantes de la musique andalouse. Onze artistes seront ainsi distingués en reconnaissance de leur apport à la préservation, à l'enseignement et au rayonnement de cet art séculaire.

La principale innovation de cette 12<sup>e</sup> édition réside dans l'introduction d'un volet scientifique. Une journée d'étude préparatoire sera organisée en prélude à un colloque national consacré aux différentes écoles algériennes de musique andalouse.

Cette rencontre vise à favoriser la convergence des approches, à approfondir les recherches sur les spécificités de chaque école et à jeter les bases d'une réflexion académique durable.

Selon les organisateurs, cette démarche pourrait, à terme, conduire à la création de commissions spécialisées, de laboratoires de recherche, voire d'un centre d'études consacré à la musique andalouse.

Par cette double approche, artistique et scientifique, le Festival national « Sanaâ » affirme sa volonté de faire de la musique andalouse un patrimoine vivant, nourri par la recherche, la transmission des savoirs et l'engagement des nouvelles générations. Il confirme ainsi sa vocation de rendez-vous incontournable pour la préservation et la valorisation de l'une des expressions les plus prestigieuses de la culture algérienne.



## Pour ses 80 ans, l'iconique Vespa retrouve la Ville éternelle

**D**e «Vacances romaines» à «Journal intime» en passant par «La Dolce vita», elle est devenue à l'écran une icône mondiale du mode de vie à l'italienne: la légendaire Vespa, un scooter né en même temps que la République italienne, fête ce week-end ses 80 ans à Rome. Samedi dans la matinée, des milliers de Vespa ont envahi les rues de la capitale italienne, créant un chaos coloré et bon enfant. Qui en blouson de motard, défilant la chaleur romaine, qui en tee-shirt, en couple ou seul sur la selle, ces amoureux du célèbre scooter ont défilé dans le centre, y compris dans des rues d'ordinaire fermées au trafic de véhicules privés.

«Nous avons amené notre Vespa depuis les États-Unis. Nous sommes passés par l'Allemagne, puis par Vienne (...) et j'ai ensuite roulé avec ma Vespa de l'Autriche à Rome, pendant deux semaines», a déclaré à l'AFP-TV David Baamonde, un habitant du Texas. «Pour moi, la Vespa, c'est un art de vivre, une insouciance, profiter de l'instant présent, découvrir les paysages c'est un mode de vie», déclare pour sa part l'Italien Andrea Musco.

«L'histoire de la Vespa, qui accompagne littéralement la



naissance et l'essor de l'Italie après la Deuxième Guerre mondiale, est en quelque sorte un symbole iconique de notre histoire, de notre culture», avait rappelé le maire de la capitale italienne, Roberto Gualtieri, à l'occasion de la présentation des festivités.

La Vespa, qui signifie «guêpe» en italien - une référence au bruit du moteur de son prototype -, est née le 23 avril 1946, lorsque le premier brevet sur sa fabrication a été déposé en Italie par Piaggio.

Elle continue depuis d'être

produite notamment sur le site de Pontedera, en Toscane (centronord de l'Italie).

«La Vespa, c'est spécial» -

Plus de 10.000 «Vespistes» en provenance du monde entier sont attendus sur leurs engins de toutes les époques, reconnaissables à leurs lignes arrondies, leur carrosserie en métal aux couleurs éclatantes et leur phare rond monté sur le guidon.

Parmi eux, Andrew Ward, 57 ans, et sa soeur Julie Stover, 63 ans, qui ont fait le déplacement depuis les États-Unis. Les deux

Californiens ont loué une Vespa à Rome pour pouvoir participer au défilé.

«Nous avons eu des scooters et des motos toute notre vie. Mais j'ai toujours voulu une Vespa. (...) Maintenant, j'en ai deux», explique à l'AFP Andrew, couturier des rassemblements de «Vespistes» dans son pays.

«C'est un scooter de grande qualité. Et il est associé à un certain statut. C'est classe, vous voyez. Ce n'est pas comme les petits scooters bon marché qu'on voit tout le temps sur la route. La Vespa, c'est spécial», poursuit sa soeur.

### Emancipation sociale

Conçue pour être un moyen de transport populaire et accessible, la Vespa - qui a bénéficié de toutes sortes d'innovations dérivées de l'aviation, le coeur de métier de Piaggio - est aussi devenue le symbole d'une certaine émancipation sociale.

Son histoire est entremêlée avec «l'histoire d'un pays qui sort de l'après-guerre, qui veut bouger, qui veut se relever», a commenté Matteo Colaninno, le président exécutif du groupe Piaggio, à la présentation des célébrations.

«Et ce désir de bouger n'est pas seulement une mobilité physique», c'est aussi «une sorte d'élan vers la mobilité économique et surtout la

mobilité sociale», a-t-il expliqué.

«Aujourd'hui, la Vespa est devenue un phénomène mondial, nous sommes à l'aube des 20 millions de véhicules produits» depuis 1946, a relevé M. Colaninno.

La Première ministre italienne Giorgia Meloni photographiée jeudi assise sur une Vespa blanche dans les salons du Palazzo Chigi, sa résidence officielle, a salué dans le fameux scooter non seulement «une excellence industrielle» mais aussi «l'une des icônes italiennes les plus appréciées au monde, symbole de la créativité et du style italiens».

Mais pour Illac Diaz, originaire des Philippines, le plus «beau avec la Vespa», ce sont les amitiés qu'elle fait naître.

«Il n'y a aucun endroit où tu te gares sans que les gens deviennent des amis. Donc, la Vespa, c'est comme une famille», souligne cet homme de 52 ans, qui vient tout juste d'acheter une maison à Trieste, dans le nord de l'Italie, où il prévoit d'acquérir au plus vite... une nouvelle Vespa.

## À Vision Golfe 2026, Athar accélère son ouverture internationale

**A** l'occasion de sa première participation à Vision Golfe, le festival saoudien Athar affiche clairement ses ambitions internationales. L'événement souhaite séduire de nouveaux partenaires, intervenants et visiteurs étrangers afin de poursuivre son développement et de renforcer le rayonnement de l'écosystème créatif saoudien. «L'objectif est de créer des synergies, d'identifier les opportunités et de révéler tout le potentiel de notre industrie», explique Mohamed Al Ayed, vice-président d'Athar et fondateur et directeur général de TRACCS.

Créé en 2023, Athar est né de la volonté de célébrer la créativité saoudienne tout en connectant le Royaume aux grands acteurs internationaux de la communication, du marketing et des industries créatives. En seulement trois éditions, le festival s'est imposé comme

un rendez-vous de référence. L'édition 2025 a réuni près de 3 000 participants sur deux jours, dont un tiers venus de l'extérieur de l'Arabie saoudite.

Cette dynamique s'inscrit dans le parcours de Mohamed Al Ayed, figure reconnue de la communication au Moyen-Orient. En 1998, il fonde TRACCS à Djeddah, aujourd'hui devenu le plus grand cabinet indépendant de conseil en communication de la région MENA. L'entreprise est présente sur une dizaine de marchés, avec un réseau de bureaux couvrant notamment les Émirats arabes unis, l'Égypte, le Liban et plusieurs autres pays de la région.

Athar poursuit désormais une stratégie d'internationalisation. Après une présence remarquée aux Cannes Lions 2026 et un agenda qui se déploie entre Riyad, Londres, Nice et Paris, le festival utilise sa

participation à Vision Golfe comme une porte d'entrée vers les écosystèmes européens de la création. «Pourquoi Paris? Pour donner envie aux acteurs de la création, de la communication et du marketing de venir découvrir Athar à Riyad», résume Mohamed Al Ayed.

L'événement rassemble aujourd'hui des participants de plus de vingt nationalités. Environ 85 % des participants sont des décideurs issus d'organisations publiques et privées, saoudiennes comme internationales. Le festival accueille également des étudiants et des établissements académiques afin de contribuer à la formation de la nouvelle génération de professionnels. Son programme comprend une trentaine de conférences réparties sur cinq scènes, offrant un espace d'échanges entre leaders de l'industrie, créatifs émergents et experts internationaux. Le point d'orgue

de ces deux journées est la cérémonie des Athar Awards, qui récompense les campagnes, les talents et les initiatives les plus remarquables des secteurs de la communication, du marketing et des industries créatives dans la région.

À plus long terme, Athar vise une nouvelle étape de son développement : atteindre 10 000 visiteurs dans les cinq à six prochaines années, avec une audience composée pour moitié de participants internationaux. Au-delà de la croissance de sa fréquentation, le festival ambitionne de bâtir une marque internationale de référence, capable de connecter les écosystèmes créatifs du Royaume avec ceux d'Europe et du reste du monde.

Pour Mohamed Al Ayed, la participation à Paris s'inscrit pleinement dans cette stratégie d'ouverture. «Nous voulons créer davantage de synergies et d'opportunités, tout en faisant

d'Athar une plateforme incontournable pour tous ceux qui souhaitent contribuer à l'avenir des industries créatives en Arabie saoudite.»

Dans le cadre de Vision Golfe 2026, Mohamed Al Ayed est également intervenu lors de la table ronde «Culture as Soft Power: Franco-Gulf Synergies in Heritage and Creative Economies», aux côtés de représentants de TV5 Monde, de COFRET, de France Muséums, d'Atout France et du Groupe Novelty. Les échanges ont porté sur le rôle de la culture, du patrimoine et des industries créatives comme leviers de coopération et d'influence entre la France et les pays du Golfe.



## Quels sont les meilleurs insecticides naturels ?

**V**otre cholestérol est trop élevé ? Avant d'envisager un traitement médicamenteux, votre médecin peut vous recommander de modifier votre hygiène de vie. Alimentation, activité physique, perte de poids : ces mesures permettent souvent d'améliorer le bilan lipidique en quelques semaines à quelques mois. Le point avec le Pr Jean Ferrières, chef du service de cardiologie préventive au CHU de Toulouse. En France, plus d'un adulte sur quatre (27 %) présente une hypercholestérolémie, selon les données de Santé publique France. Or, un taux de cholestérol LDL trop élevé est un facteur de risque important de maladies cardio-neuro-vasculaires.

### Cholestérol : de quoi parle-t-on ?

Le cholestérol est un lipide (corps gras) produit à 70 % par le foie (production endogène) et apporté par l'alimentation à hauteur de 30 % environ. Indispensable au bon fonctionnement de l'organisme, il entre notamment dans la composition des membranes cellulaires et sert à fabriquer certaines hormones ainsi que la vitamine D. On distingue deux types de cholestérol :

- le LDL cholestérol (low density lipoproteins), souvent qualifié de « mauvais cholestérol », qui favorise le dépôt lipidique et l'apparition de plaques de graisse le long des parois des artères (athérome) ;
- le HDL cholestérol (high density lipoproteins), appelé aussi « bon cholestérol », qui lui, a contrario, contribue à éliminer l'excès de cholestérol de la circulation sanguine.

### Hypercholestérolémie : comment la diagnostiquer ?

Souvent qualifiée de « maladie silencieuse », l'hypercholestérolémie peut évoluer pendant des années sans provoquer de symptômes. Son diagnostic repose sur un bilan lipidique réalisé à partir d'une simple prise de sang. Les objectifs de LDL-cholestérol varient



selon le niveau de risque cardiovasculaire :

- inférieur à 1,16 g/L chez les personnes ne présentant aucun facteur de risque cardiovasculaire ;
- inférieur à 1 g/L ou 0,7 g/L chez les personnes présentant des facteurs de risque tels que l'hypertension artérielle, le diabète ; le tabagisme ou un score de risque (SCORE2) élevé ;
- inférieur à 0,55 g/L chez les personnes ayant déjà présenté un événement cardiovasculaire, comme un infarctus du myocarde ou un accident vasculaire cérébral (AVC).

### Traitement : comment prend-on en charge une hypercholestérolémie ?

La prise en charge d'une hypercholestérolémie dépend de son origine et du niveau de risque cardiovasculaire du patient. « Avant toute chose, il est nécessaire de rechercher et de traiter d'éventuelles causes secondaires, comme une hypothyroïdie ou certaines maladies hépatiques et rénales, précise le Pr Jean Ferrières. Autrement dit, il faut rechercher les pathologies susceptibles d'entraîner une élévation du cholestérol et qui ne relèvent pas d'une prise en charge diététique. » Dans la majorité des cas, la prise en charge repose d'abord sur des mesures hygiéno-diététiques, associant une alimentation équilibrée et une activité physique régulière. « Chez certaines personnes – un cas sur 200 à 250 – les taux de LDL-cholestérol sont

très élevés malgré une bonne hygiène de vie, poursuit le spécialiste. On parle parfois d'un « cholestérol injuste », car il est lié à une anomalie génétique. La captation du LDL-cholestérol par le foie repose sur des récepteurs hérités du père et de la mère. Lorsque l'un de ces récepteurs ne fonctionne pas correctement, la capacité d'élimination du LDL est réduite, ce qui entraîne une élévation permanente du cholestérol sanguin. Un traitement médicamenteux est alors souvent nécessaire. Les statines constituent le traitement de référence. » D'autres médicaments peuvent également être prescrits en complément ou en alternative selon les besoins. En combien de temps peut-on faire baisser son cholestérol naturellement ? En cas d'adoption de mesures hygiéno-diététiques et d'une activité physique régulière, les premiers effets sur le cholestérol peuvent être observés dès les premières semaines. « Chez un patient motivé et bien accompagné, notamment par un suivi diététique, une amélioration peut être visible en un mois. Toutefois, en pratique, on attend généralement entre trois et six mois avant d'évaluer pleinement l'efficacité des nouvelles habitudes de vie et d'envisager, si nécessaire, la mise en place d'un traitement médicamenteux. »

### Comment faire baisser le cholestérol ? Quel régime alimentaire adopter ?

Pour faire baisser son cholestérol, il est recommandé d'adopter une alimentation inspirée du régime méditerranéen, dont les bénéfices cardiovasculaires sont largement démontrés, et de pratiquer une activité physique régulière. L'activité physique est une manière simple d'utiliser les acides gras comme carburant et de brûler des calories. Pr Jean Ferrières, Cardiologue

### Quels aliments faut-il privilégier pour faire baisser le cholestérol ?

Privilégiez les fruits et légumes, les légumineuses, les céréales complètes, les poissons – notamment les poissons gras riches en oméga-3, bénéfiques pour la santé cardiovasculaire – les fruits à coque et les huiles végétales, notamment l'huile d'olive. « Le régime méditerranéen présente plusieurs avantages : il est riche en fruits et légumes, qui apportent des antioxydants contribuant à lutter contre l'inflammation ; il favorise également la consommation d'aliments riches en oméga-3, dont les effets sont bénéfiques pour le cœur et les vaisseaux, explique le Pr Jean Ferrières. L'objectif est surtout d'améliorer la qualité des graisses consommées : réduire les acides gras saturés et privilégier les acides gras mono-insaturés et poly-insaturés, que l'on retrouve notamment dans les huiles végétales, les fruits à coque et les poissons gras. »

À lire aussi  
Peut-on manger de la viande rouge quand on a du cholestérol ?

### Alimentation : et quels sont ceux à éviter ?

Plutôt que d'éviter certains aliments, mieux vaut en limiter la consommation. « Il n'y a pas d'aliment interdit. Ce qui compte, c'est surtout la quantité consommée et l'équilibre entre les différents types de graisses, confirme le spécialiste. Si un patient aime la charcuterie, on peut lui conseiller d'en manger une fois par semaine, par exemple, en remplacement d'une portion de viande. » Il est recommandé de limiter les aliments riches en acides gras saturés : charcuteries, viandes grasses, beurre, crème, fromages très gras, pâtisseries ou viennoiseries. Il est également important de réduire les produits riches en sucres ajoutés, comme les sodas, la bière, les confiseries et certains produits transformés. Un excès de sucres peut, en effet, favoriser l'augmentation des triglycérides et le stockage des graisses. « Il faut toujours garder à l'esprit que l'organisme est capable de transformer un excès d'énergie en réserves graisseuses, conclut le spécialiste. Lorsque les apports dépassent les besoins, notamment sous forme de sucres ou d'alcool, une partie de cet excédent peut être stockée sous forme de lipides. »

### Cholestérol : quid des œufs ?

Longtemps diabolisés en raison de leur teneur en cholestérol, concentré dans le jaune d'œuf, les œufs opèrent un retour en grâce ces dernières années. Une vaste étude internationale publiée en 2020 dans l'American Journal of Clinical Nutrition a analysé les données de près de 177 000 personnes issues de 50 pays. Les chercheurs n'ont mis en évidence aucune association significative entre une consommation modérée d'œufs (environ un œuf par jour), le cholestérol sanguin et le risque cardiovasculaire.



## Oubliez la crème pâtissière Cette base rend les tartes aux fruits bien plus légères



**Vous préparez toujours votre tarte aux abricots avec de la crème pâtissière ? Cette alternative bien plus légère se**

**veut tout aussi gourmande.**

**D**ès qu'ils envahissent les étals, les abricots détrônent illico les

pommes dans les tartes. Avec leur chair fondante, leur parfum sucré et leurs notes acidulées, ce fruit d'été concentre à lui seul la promesse d'un goûter ensoleillé. Si certains se contentent de ranger joliment leurs oreillons sur leur fond de tarte, sobrement tapissé de poudre d'amande pour absorber le jus de cuisson, les plus gourmands ne jurent que par une généreuse couche de crème pâtissière. Mais entre le lait, les jaunes d'œufs et le sucre, elle reste plutôt riche. Sans être une bombe calorique (on est quand même loin de la frangipane !) elle alourdit quelque peu le dessert. Sur le plan gustatif, certains lui reprochent également de prendre le dessus sur la saveur délicate des abricots ou d'atténuer la sensation de fraîcheur à laquelle on aspire naturellement en cette

saison.

Pour celles et ceux qui cherchent une alternative plus light, Aurélie Canzoneri, naturopathe, a semble-t-il trouvé un excellent compromis. À la place de la traditionnelle crème pâtissière, elle opte pour un appareil à base de ricotta. Ce fromage frais italien, pauvre en matières grasses, apporte de la douceur et du moelleux sans pour autant masquer le goût des fruits. Son profil doux et légèrement lacté s'accorde d'ailleurs particulièrement bien avec l'acidité des abricots.

La recette tient en trois ingrédients seulement. Mélangez 300 g de ricotta avec une cuillère à soupe de miel et un jaune d'œuf jusqu'à obtenir une préparation homogène. Étalez ensuite ce mélange sur votre fond de tarte,

idéalement maison, avant d'y disposer les lamelles ou les oreillons d'abricots. Terminez par un filet d'huile d'olive, puis enfournez environ 45 minutes à 180 °C.

Aurélie confie avoir une préférence pour la ricotta de brebis, dont la saveur légèrement plus marquée ramène encore davantage de caractère. Mais la version au lait de vache, plus facile à trouver dans le commerce, fonctionne très bien elle aussi. Cette base peut d'ailleurs être utilisée avec d'autres fruits d'été, comme les pêches, les nectarines ou les prunes. Une bonne astuce à conserver pour alléger toutes ses tartes fruitées estivales sans éclipser la gourmandise !

## Perte de poids

# C'est prouvé, ajouter cet objet déco dans sa cuisine incite à manger plus sainement

**Outre les régimes et la salle de sport, une équipe de chercheurs a découvert qu'un élément de décoration pouvait inciter à manger plus sainement et donc à perdre du poids.**

**Q**uand on cherche à maigrir, on pense souvent aux aliments à privilégier, aux portions ou encore à l'activité physique. Pourtant, les spécialistes du comportement alimentaire s'intéressent à un autre facteur : l'environnement. Ce qui nous entoure au moment des repas joue parfois un rôle plus important qu'on ne l'imagine. La taille d'une assiette, la place des aliments sur la table ou encore l'ambiance d'une pièce peuvent modifier nos décisions. Une

étude publiée dans le Journal of the Association for Consumer Research montre qu'un objet déco pourrait lui aussi avoir son mot à dire.

Pour arriver à cette conclusion, les chercheurs ont recruté 185 participants. Ils leur ont demandé de choisir entre deux options : une part de gâteau au chocolat ou une salade de fruits. Une fois leur décision prise, les volontaires se sont installés dans deux types de pièces différentes. Une partie du groupe a mangé dans un environnement comportant un miroir, tandis que les autres ont pris place dans une pièce qui n'en disposait pas. Les chercheurs leur ont ensuite demandé d'évaluer le goût de leur dessert.

Résultat : les personnes qui



avaient choisi le gâteau au chocolat ont déclaré l'avoir moins apprécié lorsqu'elles mangeaient dans la pièce équipée

de cet élément. À l'inverse, celles qui avaient dégusté exactement le même gâteau dans l'autre pièce ont donné des évaluations

plus positives. Fait intéressant, le phénomène n'est pas apparu avec la salade de fruits. Dans ce cas, les participants ont exprimé un niveau de satisfaction comparable, quel que soit l'environnement dans lequel ils se trouvaient.

Ce miroir peut aussi bien se positionner sur un mur face à vous. Vous pouvez aussi opter pour une version mini, posée sur un joli plateau, directement sur la table ou encore sur un buffet placé à proximité de l'espace repas. L'idée n'est pas de transformer votre salle à manger en cabine d'essayage, mais simplement de pouvoir vous apercevoir pendant que vous mangez. À retenir.

## Accompagnement pour barbecue

**Les ingrédients pour (4 personnes) :**

350 g de fusilli  
250 g de mozzarella  
500 g de tomates cerises  
1 citron  
Pour le pesto de roquette :  
100 g de roquette  
40 g de parmesan râpé  
30 g de pignons de pin  
1 gousse d'ail  
80 à 100 ml d'huile d'olive  
Sel et poivre

Les étapes de préparation :

Dans un blender, mixez la roquette avec les pignons de pin, la gousse d'ail, une pincée de sel, du poivre et du «parmigiano toujours abondant» comme l'aime Antonio Finizio. Ajoutez l'huile d'olive au fur et à mesure. Coupez les tomates cerises en deux. Taillez grossièrement la mozzarella et versez le tout dans un saladier.

Faites cuire les pâtes, sur conseil

du créateur de contenus, «toujours al dente». Rincez-les à l'eau froide une fois la cuisson finie et déposez-les dans le saladier.

Versez «la felicità», soit la sauce à la roquette «pour encore plus de fraîcheur», râpez quelques zestes de citron et pressez un peu de jus. Mélangez bien.

**Réussir et varier une salade de pâtes**

Choisissez des pâtes courtes et creuses ou torsadées qui

retiennent bien les ingrédients et la sauce. Les penne, fusilli, ou orecchiette sont idéales. Évitez les pâtes longues auxquelles la sauce n'adhère pas forcément. Si vous préparez votre plat la veille pour un pique-nique, incorporez la mozzarella au tout dernier moment. Au frigo, la mozzarella rend de l'eau et devient élastique, donc peu agréable en bouche.



# La France va illuminer la statue de la Liberté pour les 250 ans de l'indépendance des États-Unis

Un artiste dont le nom est pour l'instant tenu secret mettra en valeur de manière monumentale la statue offerte par la France aux États-Unis en 1884.

La France prépare un cadeau qui va briller pour fêter les 250 ans de l'indépendance des États-Unis. L'anniversaire va donner lieu à une création artistique inédite autour de la statue de la Liberté, qui sera diffusée par la chaîne américaine ABC, a appris lundi 29 juin l'AFP auprès du consul général à New York, Cédrik Fouriscot. En mettant en valeur le célèbre monument offert par la France il y a 140 ans, «nous avons voulu faire quelque chose de marquant» pour célébrer «une amitié toujours très solide et profonde» entre les deux pays, a détaillé Cédrik Fouriscot.

Cet événement, décrit par le consulat comme une «création artistique monumentale imaginée par un artiste français» dont le nom est pour le moment tenu secret, sera enregistré en amont et diffusé le 3 juillet au soir par ABC en ouverture de sa programmation spéciale pour les 250 ans. Entièrement financé par du mécénat privé, il a été pensé



pour mettre en lumière «l'excellence de la France à travers sa technologie et ses artistes», a ajouté Cédrik Fouriscot. Il a nécessité l'autorisation spéciale du Service des parcs nationaux, qui gère le monument, au terme d'une négociation qui a duré plu-

sieurs mois.

Inaugurée en 1886 dans la baie de New York, la statue de la Liberté, conçue par le sculpteur Auguste Bartholdi, est l'un des plus célèbres monuments des États-Unis, qui accueille environ 4 millions de visiteurs chaque

année.

La Patrouille de France dans le ciel de Manhattan

Dans le cadre des célébrations des 250 ans, la France a également dépêché la Patrouille de France aux États-Unis pour une mission exceptionnelle qui a démarré en juin et s'achèvera le 5 juillet.

Un survol est prévu au-dessus de New York pour le dernier jour des festivités le 4 juillet, jour anniversaire de la Déclaration d'indépendance, une opération exceptionnelle organisée également dans le cadre des célébrations du 250e anniversaire de la Déclaration d'indépendance des États-Unis. Les huit avions de la PAF, dont la dérive arbore pour l'occasion un drapeau américain sur une face et un français sur l'autre, seront accompagnés d'un avion de transport A400M et de deux avions de remplacement, représentant au total 85 militaires.

La Patrouille de France avait déjà survolé mardi 9 juin la Statue de la Liberté. Dans un ciel dégagé, huit Alpha Jet étaient passés au-dessus de la célèbre statue offerte par la France en 1886, déployant leurs fumigènes aux couleurs du drapeau tricolore. «Honnête-

ment, ce survol de la Statue de la Liberté, jamais j'aurais imaginé pouvoir faire ça dans ma vie», avait témoigné auprès de l'AFP le commandant Brice Beaudouin, leader de la Patrouille.

«Je m'estime déjà extrêmement chanceux de pouvoir dessiner les couleurs de notre drapeau dans l'espace français, mais de pouvoir le faire à l'étranger... Je vous avoue que ça rajoute une petite pression supplémentaire», avait-il ajouté.

Cette mission, baptisée «Liberté 250», met en relief l'appui décisif de la France aux insurgés américains en lutte contre la couronne britannique, qui fait aujourd'hui de la France «le plus vieil allié des États-Unis» a coutume de rappeler Washington.

«Les liens qui ont été forgés dans le sang, dans les guerres, que ce soit la guerre d'indépendance, les deux guerres mondiales, on les retrouve aussi (...) au cours des engagements passés que nous avons pu avoir avec l'armée de l'air américaine», a souligné le général Pierre Gaudillière, commandant de la brigade aérienne de l'aviation de chasse.

## Laetitia Casta

### Sa fille Athéna Accorsi fait ses débuts dans la mode



Lundi 29 juin, Athéna Accorsi, 16 ans, fille de Laetitia Casta et Stefano Accorsi, a fait ses premiers pas de mannequin en clôturant le défilé Jacquemus printemps-été 2027 à L'Île-Rousse, en Corse. Une apparition remarquable, où sa ressemblance avec sa mère a attiré tous les regards.

C'est un décor à couper le souffle qu'avait choisi Simon Porte Jacquemus pour dévoiler sa collection printemps-été 2027, baptisée «Le Bonheur». Lundi 29 juin, le phare de la Pietra, à L'Île-Rousse, servait de décor à ce défilé face à la Méditerranée. Dans le public, se trouvait un casting cinq étoiles : Isabelle Huppert, Léna Situations, Tina Kunakey,

ou encore Alizée accompagnée de sa fille Annily. Mais, c'est sur le podium qu'une apparition a particulièrement retenu l'attention. Une adolescente âgée de 16 ans, encore inconnue du grand public quelques heures plus tôt, a eu l'honneur de clôturer le défilé. Il s'agit d'Athéna Accorsi, fille de Laetitia Casta et de l'acteur italien Stefano Accorsi. De nombreux traits chez la jeune fille rappellent ceux de sa mère. Une impression de déjà-vu qui n'a échappé à personne dans l'assistance. Et pour cause, Laetitia Casta a elle-même déjà défilé pour Jacquemus, il y a quelques années. Ces débuts dans le mannequinat symbolisent une véritable transmission entre la mère et sa fille.

Athéna Accorsi, fille de Laetitia Casta défile pour Jacquemus : il célèbre les liens familiaux C'est dans ce décor somptueux que le créateur a choisi de célébrer les souvenirs d'enfance qu'il partage avec sa défunte mère. Il s'est remémoré les vacances en famille qu'ils vivaient en Corse lorsqu'il était enfant. C'est cet esprit de famille que le créateur a voulu distiller tout au long de son défilé. «C'est un événement im-



portant et nous sommes très fiers que Simon ait choisi la Corse. On adore ce qu'il fait. Il est très fédérateur et très famille, comme nous les Corses», a confié Alizée auprès de Paris Match. Le choix de clore ce défilé avec Athéna Accorsi vient donc confirmer cette envie de faire des liens familiaux un fil conducteur de cette nouvelle collection.

En 2001, Laetitia Casta donnait naissance à sa fille, Sahteene. Une fillette née de son amour

avec le réalisateur Stéphane Sednaoui. Puis, le mannequin, qui faisait partie des muses d'Yves Saint-Laurent, a partagé sa vie avec l'acteur italien. Ensemble, ils ont eu deux enfants : un garçon prénommé Orlando et né en 2006 et une fille prénommée Athena et née en 2009. Ils se sont finalement séparés en 2013 au terme d'une dizaine d'années passées ensemble. Puis, le mannequin a rencontré Louis Garrel en 2015. Elle a eu un nouvel enfant : un petit garçon né le 17 mars 2021. La relève est assurée !

## Annaba :

# Poursuite des vastes campagnes de nettoyage et de désinfection des plages dans le cadre de la saison estivale 2026

S.F

Les opérations de nettoyage et de désinfection des plages de la wilaya d'Annaba se sont poursuivies, lundi 29 juin 2026, dans le cadre des efforts continus déployés par les autorités locales en vue d'assurer le succès de la saison estivale 2026 et de préserver la propreté des espaces balnéaires.

Ces vastes campagnes, menées à travers plusieurs plages de la wilaya, s'inscrivent dans le cadre du programme d'entretien et d'amélioration du cadre environnemental, visant à garantir aux estivants des



conditions d'accueil optimales et un environnement sain et agréable.

Les interventions ont porté notamment sur le nettoyage des plages, l'enlèvement des déchets et les opérations de désinfection, dans le but de maintenir la salubrité des sites balnéaires et de préserver leur attractivité touristique.

Cette mobilisation témoigne de l'engagement des autorités locales à poursuivre les actions de proximité destinées à améliorer le cadre de vie des citoyens, à protéger l'environnement et à assurer le bon déroulement de la saison estivale 2026 dans les meilleures conditions.

## Tourisme-formation professionnelle : Réunion d'évaluation du bilan de coopération et de partenariat entre les deux secteurs

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a coprésidé avec la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, une réunion d'évaluation du bilan de coopération et de partenariat entre les deux secteurs durant le 1er semestre 2026, a indiqué, mardi, un communiqué du ministère du Tourisme.

La rencontre a porté sur les recommandations de la convention-cadre, signée le 10 novembre 2025 et le protocole d'accord portant sur le règlement de la situation des guides touristiques, signé le 6 janvier 2026, ajoute le communiqué.

A cette occasion, Mme Meddahi a valorisé les efforts consentis par les cadres des deux secteurs pour "exécuter la convention qui s'est soldée par plusieurs opérations qualitatives dans le domaine de la formation et visant à former des acteurs clé dans le domaine du tourisme, à l'instar des guides touristiques et des artisans, ce qui a permis d'augmenter et d'améliorer le niveau des professionnels et des opérateurs touristiques, voire d'améliorer la qualité des



services".

Pour la ministre du Tourisme, cette convention s'inscrit dans le cadre des efforts des deux secteurs, visant "à organiser les métiers et à valoriser les ressources humaines, en adéquation avec le marché du travail dans le cadre de la stratégie économique visant à diversifier l'économie nationale, à créer de l'emploi et à concrétiser le plan du gouvernement 2026-2028".

Elle a également souligné que cette formation vise "la

qualification des ressources humaines capables de fournir des services touristiques de qualité, le développement des établissements touristiques, le renforcement de la durabilité, l'intégration de la technologie et de l'innovation, la modernisation de l'activité touristique et la numérisation de ses structures, afin de consolider la transformation numérique et de promouvoir la destination touristique Algérie".

Pour sa part, la ministre de la

Formation et de l'Enseignement professionnels a réaffirmé "l'engagement de son secteur à poursuivre l'accompagnement des professionnels et des artisans", annonçant "la programmation de nouvelles sessions de formation axées sur le marketing numérique, la photographie professionnelle des produits de l'artisanat outre le renforcement des compétences en communication et en langues", insistant, en outre, sur "la priorisation de la mise à

disposition d'une main-d'œuvre qualifiée, en adéquation avec les exigences du marché du travail".

Par ailleurs, le communiqué précise que la dernière période a été marquée par "la réalisation de résultats significatifs dans le domaine de la formation", et que "4.000 guides touristiques non agréés ont été recensés, dont une partie a déjà régularisé sa situation, tandis que l'opération de régularisation se poursuit".

La réunion a également été marquée par la présentation d'un exposé sur "l'état d'avancement de la plateforme numérique dédiée aux guides touristiques", la ministre du Tourisme ayant insisté sur "la nécessité d'achever sa réalisation dans les meilleurs délais afin de garantir une gestion moderne et efficace".

Au terme de cette rencontre, l'accent a été mis sur "la poursuite de la coordination conjointe en vue d'examiner de nouvelles propositions de formation dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme thermal, afin d'assurer la protection du produit national et sa durabilité", conclut le communiqué.